



HAL
open science

Démographie et théories économiques

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Démographie et théories économiques. Démographie. Analyse des populations et démographie économique, Dunod, pp.163-205, 1992, 2-10-001563-X. halshs-01970438

HAL Id: halshs-01970438

<https://shs.hal.science/halshs-01970438>

Submitted on 7 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

6. Démographie et théories économiques

Gérard-François Dumont

Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne

Avant même la naissance de l'économie en tant que science, datée de 1776, année de la publication des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, par l'Écossais Adam Smith, la population est présente dans les réflexions de ceux que l'on peut appeler les pré-économistes. À la doctrine dite classique de l'économie va succéder l'analyse de Thomas Robert Malthus dont l'importance va être considérable dans la mesure où pratiquement tous les auteurs postérieurs devront plus ou moins se définir par rapport à l'exposé du *principe de population*.

Ainsi, au XIX^e siècle, il faut distinguer des auteurs malthusiens et des auteurs «non malthusiens» parmi lesquels figureront Karl Marx et Friedrich Engels.

Ce débat se prolongera au XX^e siècle même s'il va être complété par une autre approche, celle des modèles, liée au développement de la démographie mathématique.

I. LA POPULATION ET LES PRÉ-ÉCONOMISTES

Un corps de doctrines politiques et économiques se constitue dans la seconde moitié du XV^e siècle et atteindra son apogée dans la seconde moitié

du XVII^e siècle. On la désigne sous le terme de mercantilisme. Il provoquera des réactions au XVIII^e siècle, notamment avec un autre corps de doctrine, la physiocratie.

Le mercantilisme est une doctrine qui systématise les politiques économiques adoptées par les États européens aux XVI^e et XVII^e siècles. Selon Raymond Barre¹, les mercantilistes ont «pour préoccupation essentielle de trouver les moyens par lesquels un État peut se procurer de l'or et de l'argent, considérés comme la première des richesses.»

En France, la doctrine mercantiliste a été explicitée par de nombreux penseurs. Elle sera ensuite critiquée au XVIII^e siècle.

Cependant, l'ensemble des auteurs français de la période qui va de la Renaissance à la Révolution est favorable à la croissance de la population, même si les points de vue sont divergents notamment entre les mercantilistes et ceux qui, par la suite, ont réagi à cette doctrine.

Le thème dominant de la pensée démographique, du XVI^e au XVII^e siècle, est donc le populationnisme, défini comme la doctrine de ceux qui considèrent souhaitable une population croissante. Un seul auteur semble émettre des doutes : c'est Montaigne qui, il est vrai, ne peut être classé comme un pré-économiste.



Les doctrines d'inspiration mercantiliste

Chez deux grands auteurs mercantilistes, cette doctrine inclut clairement des considérations populationnistes : il s'agit de Jean Bodin et d'Antoine de Montchrestien.

Pouvoir fort et citoyens nombreux font la richesse

Jean Bodin (1530-1596) n'aborde en réalité les problèmes de population qu'indirectement, sa thèse de base portant sur la force de l'autorité centrale qu'il juge indispensable pour améliorer le sort des classes laborieuses.

Cette thèse est résumée dans la phrase souvent citée : «Il n'est richesse que d'hommes.»

Mais la version originale de cette sentence est la suivante :

«Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de citoyens, vue qu'il n'y a ny richesse ny force que d'hommes.» (*Les six livres de la République*, Paris, 1576, V, 7)

Jean Bodin développe trois considérations de nature économique dont les deux premières sont affirmées en 1568 dans la *Réponse aux paradoxes de*

1. Raymond Barre, *Économie politique*, PUF, Paris, 1969, Tome 1, p. 39.

M. de Malestroit touchant l'enrichissement de toutes choses. Théoricien de la monarchie absolue, il pense qu'il n'y a aucun danger de surpopulation, qu'au contraire une population nombreuse est précieuse pour permettre la mise en valeur du pays. Enfin, il est hostile à l'émigration des artisans français qui, à l'époque, allaient en grand nombre travailler en Espagne.

Jean Bodin ne craint pas une éventuelle insuffisance des ressources et il transforme même en proverbe le fait que la France ne soit pas intrinsèquement pauvre, en écrivant, dans un savoureux ancien français :

«Nos pères nous ont aprins un ancien proverbe, que la France ne fut jamais afamée, c'est-à-dire qu'elle a richement de quoi nourir son peuple quelque mauvaise année qui survienne, pourveu que l'estranger ne vuide nos granges.» (*Réponse aux paradoxes...*)

Non seulement la France est pleine de ressources, mais celles-ci selon Jean Bodin ne peuvent être mises en valeur que si la population est suffisante :

«L'autre occasion de tant de biens qui nous sont venus depuis six ou sept vint ans, c'est le peuple infini qui est multiplié en ce royaume.»

Au contraire le dépeuplement (lié dans l'exemple cité par Jean Bodin aux guerres) est «cause de faire cesser l'agriculture, le trafique et tous les arts mécaniques.»

«L'inépuisable abondance des hommes»

Partisan d'un mercantilisme plutôt autarciste, alors que Jean Bodin était libre-échangiste, Antoine de Montchrestien (1575-1621), connu jusque là comme auteur dramatique, publie en 1616 un *Traité d'économie politique dédié au Roi et à la Reine Mère du Roi*, qui est un programme d'action économique conseillé au jeune roi Louis XIII. Il invente ainsi le terme "économie politique" sans toutefois créer cette science. On y retrouve deux thèmes chers à Jean Bodin, mais un troisième s'y ajoute.

a) D'une part, Montchrestien considère que la surpopulation n'est qu'apparence, car elle ne peut donner l'impression d'être qu'en raison d'une mauvaise gestion :

«À voir la France regorgeante d'hommes, on jugerait qu'elle est foulée et accablée, ce n'est, pour le dire en un mot, que faute d'ordre, et son plus grand bien, par l'ignorance ou la négligence de les employer, devient son plus grand mal.»

b) D'autre part, la richesse est effectivement dans les hommes :

«La moindre des provinces de la France fournit à vos Majestés ses blés, ses vins, son sel, ses toiles, ses laines, son fer, son huile, son pastel, la rendant plus riche que tous les Pérous du monde... Mais de ces grandes richesses, la plus grande, c'est l'inépuisable abondance de ses hommes, qui les saurait ménager.»

c) Mais le mercantiliste Montchrestien insiste sur la nécessaire abondance d'une catégorie particulière de la population, les artisans :

«On ne saurait jamais trop faire d'artisans en un État.»

En quatrième lieu, Montchrestien montre la France pillée par l'étranger. Il demande au Roi de restreindre les droits des étrangers car il faut protéger et isoler l'économie française.

Les thèses nettement populationnistes de Bodin et de Montchrestien restent assez générales et ne se relient pas à une connaissance scientifique des populations. Mais elles vont trouver une traduction pratique dans les décisions prises par Colbert, qui défendra le mercantilisme industriel et le protectionnisme.

2. Les réactions au mercantilisme

L'application des thèses mercantilistes va générer un écrasement de la population sous le poids d'un pouvoir qui augmente les impôts et multiplie les contraintes pour les percevoir. Ainsi Pierre de Boisguilbert (1646-1714), dans son *Mémoire sur l'assiette de la taille* paru en 1705, écrit :

«Il faut jusqu'à dix-sept déclarations sur les liqueurs en certaines villes... et un paiement à cinq bureaux différents quoique pour le même prince et sur la même marchandise.»

Libéralisme et population

Ainsi avec Boisguilbert et Vauban, qui vont engager une réflexion critique, les idées populationnistes ne vont plus être étroitement liées au mercantilisme.

«Il attribue la lenteur de l'accroissement de la population à la pauvreté générale, qui aurait elle-même pour cause le système fiscal et les entraves portées à l'activité économique.»¹

Le dirigisme économique a pour Boisguilbert des effets négatifs, et il convient d'organiser ce que nous appellerions aujourd'hui une relance libérale, notamment par la suppression de certains avantages acquis, c'est-à-dire du système des corporations. S'il y a liberté du commerce et de l'agriculture, il n'y aura pas, pour Boisguilbert, à craindre de surpopulation. La population et la richesse ne peuvent connaître, en théorie, d'autres limites que les besoins eux-mêmes renaissants. Certes, un ménage dépense ce qu'il consomme, mais dans l'État, la consommation des uns est le revenu des autres au fil d'une chaîne qui s'allonge avec la division du travail. La

1. Joseph J. Spengler, *Économie et population, les doctrines françaises avant 1800* (1942) traduction, Travaux et documents de l'INED, PUF, Paris, n° 21, 1954, p. 43.

dépense initiale est multiplicatrice d'emplois pourvu que l'intervention du pouvoir, génératrice de prix faux et de sous-équilibre, n'interrompe pas le cercle vertueux.

Ce sont donc les entraves à l'activité économique qui peuvent être cause de la pauvreté.

Une condition nécessaire mais non suffisante

Sébastien Vauban(1633-1707), qui mourra en disgrâce à cause de ses idées, est proche de la pensée de Boisguilbert, dont il est cousin. Il va s'intéresser, l'un des premiers, à la dimension statistique de la population.

Parce qu'il dénonce les erreurs de la gestion étatique, dont il a pu se rendre compte au cours de ses incessants déplacements d'un bout à l'autre de la France, Vauban va être amené à reformuler la notion de richesse liée aux hommes. Dans la phrase fameuse de Jean Bodin, les hommes étaient une condition nécessaire et suffisante à la richesse. Mais Vauban constate qu'il faut également une politique intelligente. L'abondance d'hommes ne génère pas automatiquement la richesse. Elle en est une condition nécessaire, mais non une condition suffisante. Elle est un indicateur de richesse, mais elle suppose également de bonnes conditions de production. C'est pourquoi Vauban écrit : «La grandeur des rois se mesure par le nombre des sujets.» (*Projet d'une dîme royale*, 1706) et non : dépend du nombre des sujets.

L'abondance en hommes et une bonne politique

L'abondance en hommes est une condition nécessaire :

«C'est encore la partie basse du peuple qui, par son travail et son commerce, et par ce qu'elle paie au Roi, l'enrichit, et tout son royaume ; c'est elle qui fournit tous les soldats et matelots de ses armées de terre et de mer, et un grand nombre d'officiers, tous les marchands et les officiers de judicature ; c'est elle qui exerce et qui remplit tous les arts et tous les métiers ; c'est elle qui fait tout le commerce et les manufactures de ce royaume ; qui fournit tous les laboureurs, vigneron et manœuvriers de la campagne ; qui garde et nourrit les bestiaux ; qui sème les blés et les recueille ; qui façonne les vignes et fait le vin ; et, pour achever de le dire en peu de mots, c'est elle qui fait tous les gros et menus ouvrages de la campagne et des villes.»

Mais la politique est mauvaise et oppresse les sujets. C'est pourquoi Vauban propose l'établissement d'une dîme royale :

«Car quand les peuples ne seront pas si opprimés, ils se marieront plus hardiment ; ils se vêtiront et se nourriront mieux ; leurs enfants seront plus robustes et mieux élevés ; ils prendront un plus grand soin de leurs affaires ; enfin, ils travailleront avec plus de force et de courage, quand ils verront que la principale partie du profit qu'ils feront leur demeurera.»

L'utilité des dénombrements

Vauban essaye également de faire partager son intérêt pour les statistiques démographiques. La *Dîme royale* contient un véritable plaidoyer pour le dénombrement. Elle précise même l'intérêt de recenser les différentes catégories socio-professionnelles :

«Quelle satisfaction ne serait-ce pas à un grand roi de savoir tous les ans, à point nommé, le nombre de ses sujets en général et en particulier, avec toutes les distinctions qui sont parmi eux : le nombre et les noms de sa noblesse, le nom des ecclésiastiques de toute espèce, et de tous les gens de robe, des marchands, des artisans, manœuvriers, etc... ; le nombre des étrangers, celui des moines distingués par leur ordre, des religieuses ainsi distinguées de même, de tous les nouveaux convertis et gens faisant profession d'autres religions que la catholique, et les lieux de leur demeure! Quel plaisir n'aurait-il pas d'en voir l'accroissement par sa bonne conduite et en même temps quel désir n'aurait-il pas de raccommo­der les parties qu'il verrait dans quelque désordre, à l'occasion des guerres ou autrement !»

Vauban établit ainsi un véritable projet de données de population qui est déjà plus complet que les statistiques démographiques disponibles aujourd'hui en France. Le texte de Vauban est particulièrement intéressant car il fait ressortir la nécessité d'approcher les phénomènes démographiques de façon dynamique, afin de connaître les évolutions. Il ajoute en effet :

«Il serait nécessaire de répéter ces dénombrements toutes les années au moins une fois, à raison des gens qui meurent et qui naissent, et des changements de demeure, qui sont ordinairement assez fréquents parmi le menu peuple spécialement dans les grandes villes et sur les frontières.»

Le XVIII^e siècle en France

Parmi les pré-économistes qui portent intérêt aux questions de population, il convient de distinguer un mercantiliste critique, Cantillon, des physiocrates Quesnay et Mirabeau, successeurs de la pensée mercantiliste qui s'est essoufflée.

Cantillon à la recherche des déterminants

Banquier opérant à la fois à Paris et à Londres, Richard Cantillon (1680-1734), sujet britannique d'origine irlandaise publiant en français, amorce des idées qui précèdent la physiocratie en développant une approche éclectique du mercantilisme.

Ses écrits vont chercher notamment à expliciter les déterminants de la population. Il évoque d'abord la question de la quantité des subsistances.

Mais le nombre des hommes dépend également du mode de vie et des structures sociales.

Le premier déterminant à considérer est la fertilité, la nature des plantes alimentaires et leur valeur nutritive. En effet, selon Cantillon, les hommes peuvent se multiplier sans difficulté s'ils ont des ressources suffisantes. Notre auteur prend l'exemple de la Chine :

«Tout nombreux que sont les habitants de la Chine, ils se proportionnent nécessairement aux moyens qu'ils ont de subsister.»

Cependant, les manières de vivre impliquent des niveaux de consommation différents. Un genre de vie plus frugal laissera la possibilité de faire vivre davantage d'habitants. Un genre de vie plus exigeant conduira à un nombre d'habitants moindre. La façon de vivre est donc le second déterminant que Cantillon explicite ainsi dans son *Essai sur la nature du commerce en général* publié sans nom d'auteur en 1755 :¹

«On pourra voir, dans le *Supplément*, le calcul de la terre nécessaire pour la subsistance d'un homme, dans les différentes suppositions de sa manière de vivre.

«On y verra qu'un homme qui vit de pain, d'ail et de racines, qui ne porte que des habits de chanvre, du gros linge et des sabots, et qui ne boit que de l'eau, comme c'est le cas de plusieurs paysans dans les parties méridionales de France, peut subsister du produit d'un arpent et demi de terre de moyenne bonté, qui rapporte six fois la semence, et qui se repose tous les trois ans.»²

«D'un autre côté, un homme adulte, qui porte des souliers de cuir, des bas, du drap de laine, qui vit dans des maisons, qui a du linge à changer, un lit, des chaises, une table, et autres choses nécessaires, qui boit modérément de la bière ou du vin, qui mange de la viande tous les jours, du beurre, du fromage, du pain, des légumes, etc., le tout suffisamment mais modérément, ne demande guère pour tout cela que le produit de quatre ou cinq arpents de terre de moyenne bonté.»³

Ainsi la théorie de Cantillon se subdivise en deux variantes suivant les comportements des populations. D'une manière générale, la population tend vers un niveau que détermine la production des subsistances. Lorsqu'on applique ce principe à la réalité, il faut différencier divers aspects. En Chine, la parcimonie des habitants conduit à un nombre maximal d'habitants. Dans les pays européens, un minimum de bien-être est souhaité, ce qui conduit à limiter la hausse de la natalité en restreignant la nuptialité.

Autrement dit, l'effectif des populations est lié davantage aux manières de vivre qu'à un rapport quantitatif strict avec les subsistances.

1. Réédition INED, Paris, 1952.

2. 1,5 arpent = 0,63 ha.

3. 1,7 à 2,1 ha.

L'importance des structures et des comportements économiques

Mais il est un troisième déterminant, l'attitude des propriétaires. En effet, les propriétaires fonciers sont les véritables moteurs de l'économie parce que – comme le développeront plus tard les physiocrates – c'est de la terre que l'on tire l'essentiel des richesses. Ainsi, les hommes viennent en concurrence avec les autres espèces entretenues également par la terre : «Plus on entretient de chevaux dans un état, et moins il restera de subsistance pour les habitants.»

Pour Cantillon «les hommes se multiplient comme des souris dans une grange, s'ils en ont les moyens.»

L'action des propriétaires, si elle était bien menée, éviterait de mettre des obstacles à la croissance démographique.

«Si les propriétaires des terres avaient à cœur la multiplication des hommes, s'ils encourageaient les paysans à se marier jeunes, à élever des enfants, par la promesse de pourvoir à leur subsistance, en leur destinant des terres uniquement à cela, ils multiplieraient sans doute les hommes, jusqu'au nombre que les terres pourraient entretenir ; et cela suivant les produits de terre qu'ils destineraient à la subsistance de chacun, soit celui d'un arpent et demi, soit celui de cinq arpents par tête.»

La prise en compte de l'attitude des propriétaires ne doit pas être considérée comme une notion dépassée. Dans la société contemporaine, selon que les propriétaires sont incités par la législation à orienter leurs placements immobiliers vers des bureaux ou vers des logements, les effets sur la population peuvent être différents.

Reprenant les calculs qu'il a faits sur la surface de terre nécessaire à faire vivre un homme suivant son train de vie, Cantillon en tire les conclusions logiques :

«Suivant les différentes façons de vivre, quatre cent mille habitants pourraient subsister sur le même produit de terre qui n'en entretient régulièrement que cent mille. Et celui qui ne dépense que le produit d'un arpent et demi de terre sera peut-être plus robuste et plus brave que celui qui dépense le produit de cinq à dix arpents. Voilà, ce me semble, assez d'induction pour faire sentir que le nombre d'habitants, dans un État, dépend des moyens de subsister ; et comme les moyens de subsistance dépendent de l'application et des usages qu'on fait des terres, et que ces usages dépendent des volontés, du goût et de la façon de vivre des propriétaires de terres principalement, il est clair que la multiplication ou le décroissement des peuples dépend d'eux.»

L'évolution de la population, dans le sens de la hausse comme dans celui de la baisse, dépend donc non des ressources, mais de l'usage que les hommes en font, les hommes à considérer étant ceux qui possèdent ces res-

sources, c'est-à-dire les propriétaires. Cantillon explique comment le choix d'une façon de vivre influe sur la composition des familles :

«Lorsque j'ai dit que les propriétaires de terres pourraient multiplier les habitants à proportion du nombre que ces terres pourraient entretenir, j'ai supposé que le plus grand nombre des hommes ne demande pas mieux que de se marier, si on les met à même d'entretenir leurs familles de la même manière qu'ils se contentent de vivre eux-mêmes ; c'est-à-dire, que si un homme se contente du produit d'un arpent de demi de terre, il se mariera, pourvu qu'il soit sûr d'avoir de quoi entretenir sa famille à peu près de la même façon ; et que s'il ne se contente que du produit de cinq à dix arpents, il ne s'empressera pas de se marier, à moins qu'il ne croie pouvoir faire subsister sa famille à peu près de même...»

Ainsi, Cantillon étudie la liaison entre le niveau de vie, le comportement de nuptialité et le comportement de fécondité. À l'appui de ses idées, il propose même une perspective pour l'évolution de la population en Amérique, et sa perspective sera effectivement validée par la suite :

«Les Anglais, dans les colonies, deviendront plus nombreux, à proportion, dans trois générations, qu'ils ne feront en Angleterre en trente ; parce que dans les colonies, ils trouvent à défricher de nouveaux fonds de terre dont ils chassent les sauvages.»

Cependant, dans l'attitude des propriétaires, il ne faut pas seulement considérer leur position économique, mais également leur rôle social. Car les propriétaires servent de modèle pour les autres catégories de la population et c'est leur façon de vivre qui, *in fine*, commande l'évolution de la population et aussi qui va déterminer si, pour des ressources identiques, on aura sur un même territoire une population fort peu nombreuse ou une population importante.

Quesnay, fondateur de la physiocratie

Les économistes du XVIII^e siècle qui donnent la prépondérance à l'agriculture – les physiocrates – abordent nécessairement les questions de population.

Le fondateur de l'école physiocrate, François Quesnay (1694-1774) est bien entendu le chantre du travail agricole, qui est pour lui «l'unique source de richesse», comme il le précise dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole* paru en 1758 :

«Que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue, que la terre est l'unique source des richesses ; et que c'est l'agriculture qui les multiplie.»

Quesnay affirme d'abord quel est le sens originel des relations entre richesse et population. Mais à partir du moment où les revenus augmentent, nous allons voir qu'il peut se développer une spirale ascendante par interrelation entre richesse et population.

À la base, pour Quesnay, la richesse ne vient pas, comme chez Jean Bodin, de la population, mais de l'agriculture.

La relation entre richesse et population s'exerce en un seul sens :

«L'augmentation de richesse assure l'augmentation de la population.»

Nous dirions aujourd'hui : la politique économique commande la politique démographique, ou : la croissance économique est le déterminant de la croissance démographique. Quesnay demande «qu'on soit moins attentif à l'augmentation de la population qu'à l'augmentation des revenus.» (*Maximes*)

Cependant, il est une catégorie socio-professionnelle qui est très importante, écrit Quesnay, «car, préférablement à tout, le royaume doit être bien peuplé de riches cultivateurs.»

Il faut donc des agriculteurs nombreux, mais à condition que ce soit de riches agriculteurs. Le secret de la richesse est donc d'utiliser le capital pour l'agriculture et surtout de ne pas l'investir ailleurs.

«Qu'une nation, qui a un grand territoire à cultiver et la facilité d'exercer un grand commerce avec des denrées du crû, n'étende pas trop l'emploi de l'argent et des hommes aux manufactures et au commerce de luxe, au préjudice des travaux et des dépenses de l'agriculture.»

Quesnay explique d'ailleurs combien le capital est essentiel pour améliorer la productivité : il est préférable d'avoir peu de riches cultivateurs que beaucoup de cultivateurs sans capitaux.

«Que les enfants des riches fermiers s'établissent dans les campagnes pour y perpétuer les laboureurs ; car, si quelques vexations leur font abandonner les campagnes et les déterminent à se retirer dans les villes, ils y portent les richesses de leurs pères qui étaient employées à la culture.

«Ce sont moins les hommes que les richesses que l'on doit attirer dans les campagnes ; car plus on emploie de richesse à la culture, moins elle occupe d'hommes, plus elle prospère et plus elle donne de revenu. Telle est, par exemple, pour les grains, la grande culture des riches fermiers, en comparaison de la petite culture des pauvres métayers qui labourent avec des bœufs et des vaches.»

L'utilisation du capital est donc le secret de la richesse, et c'est elle qui autorise l'accroissement de la population.

Mais, et c'est là ce que j'appellerai le paradoxe de Quesnay, à partir d'un certain seuil de revenu la relation richesse-population qui était à sens unique devient à double sens : la richesse va permettre d'augmenter la population, une population plus nombreuse consommera davantage, les cultures vont se développer, la richesse en conséquence et la population également.

Dans l'article «Grains» de l'*Encyclopédie* paru en 1756, Quesnay explique comment agit cette spirale montante :

«L'accroissement des revenus procure de plus grandes dépenses qui favorisent la population, parce que l'augmentation des dépenses procure des gains à un plus grand nombre d'hommes. L'accroissement de la population étend la consommation : la consommation soutient le prix des denrées qui se multiplient par la culture à proportion des besoins des hommes, c'est-à-dire à proportion que la population augmente. Le principe de tous ces progrès est donc l'exportation des denrées du crû, parce que la vente à l'étranger augmente les revenus ; que l'accroissement de la population augmente la consommation ; qu'une plus grande consommation augmente de plus en plus la culture, les revenus des terres et la population, car l'augmentation des revenus augmente la population et la population augmente les revenus.»

Il y a donc un rapport de proportion quasi-constant entre l'effectif d'une population et ce que nous appellerions aujourd'hui le produit intérieur brut. Un magistrat, disciple de Quesnay, Guillaume-François Le Trosne, l'exprime ainsi dans son livre *De l'intérêt social* paru en 1777 :

«L'intérêt national... ne doit point être calculé par la population, mais par l'état des richesses renaissantes et du revenu auquel la population et l'aisance de cette population se proportionnent toujours.»

«*L'ami des hommes*» et l'économie agricole

Un autre physiocrate, le Marquis Victor de Mirabeau (1715-1789), est le père du Comte Honoré de Mirabeau connu pour ses talents de polémiste et qui joua un rôle très important lors de la Révolution française.

Le marquis ne tombe pas dans le paradoxe de Quesnay sur les rapports entre richesse et population, même s'il affirme une doctrine physiocratique. La non-mise en pratique de cette doctrine est selon lui la cause d'une dépopulation qui l'inquiète. Mais le plus intéressant dans les écrits de Mirabeau concerne peut-être la prescience qu'il a eue de l'impact du progrès technique.

La relation entre population et richesse s'inscrit pour Mirabeau dans le sens de la population source de richesse, comme chez Jean Bodin, et contrairement à la première partie de l'énoncé de Quesnay.

Dans *L'ami des hommes ou Traité de la Population*, paru en 1756, il écrit :

«Tant vaut l'homme, tant vaut la terre, dit un proverbe bien sensé... Si l'homme est nul, la terre l'est aussi.»

L'adjectif «nul» a ici un sens quantitatif. Autrement dit, la richesse de la terre dépend du nombre des hommes, qui est la première richesse. Mirabeau s'explique :

«Avec des hommes, on double la terre que l'on possède, on en défriche, on en acquiert. Dieu seul a su de la terre tirer un homme ; en tous temps et en tous lieux, on a su avec des hommes avoir de la terre, ou du moins le produit, ce qui revient au même. Il s'ensuit que le premier des biens, c'est d'avoir des hommes, et le second, de la terre.»

Mais ce second bien, la terre, est également le capital essentiel de l'homme.

«L'homme n'a qu'une seule et véritable racine qui, comme tout autre, se nourrit du suc de la terre.»

L'agriculture est l'activité indispensable de toute société. C'est, dit Mirabeau, «un acte par excellence, qui peut se passer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne saurait exister sans lui.»

Victor de Mirabeau est donc un physiocrate, mais un physiocrate très populationniste. Il estime que l'Europe se dépeuple et il le déplore. Comment explique-t-il cette dépopulation? Contrairement à Montesquieu qui donnait comme cause le développement du célibat, il dénonce ceux qui s'adonnent à la dépense pour des biens luxueux.

En contradiction avec les *Lettres Persanes*, il écrit :

«Ce n'est ni le célibat, ni la guerre, ni la navigation qui dépeuplent un État ; au contraire.

«Quelle est donc selon vous, me dira-t-on, la vraie cause de la dépopulation ? La voici. C'est la décadence de l'agriculture d'une part, le luxe et le trop de consommation d'un petit nombre d'habitants, qui sèche dans la racine le germe de nouveaux citoyens.»

Sont particulièrement intéressantes chez Mirabeau les phrases où il entrevoit qu'il doit exister un progrès technique, contredisant ainsi, plusieurs décennies à l'avance, les thèses de Malthus. Il écrit :

«En supposant tout le territoire de ce village cultivé, je demande si le plus ou moins d'expérience dans l'agriculture n'est pas capable de l'étendre. Il y a un proverbe commun dans le labourage, qui est que de bonne terres rapportent à proportion des labours qu'on leur donne... »

Pour Mirabeau, le progrès technique agricole résulte de la capacité de travail des hommes et de l'expérience, que nous appellerions aujourd'hui la formation. Ce progrès va permettre de nourrir une plus grande population :

«Peut-être la fructification de cette bonne terre s'étendrait-elle plus loin encore, à proportion du travail ; mais en la laissant au point ci-dessus démontré par l'expérience, voilà toute la bonne portion de votre territoire doublée par le travail... Ce double rapport nourrira le double d'hommes ; augmentation de la population et par conséquent du travail.»

Ainsi, il rejette indirectement les craintes éventuelles de surpopulation parce qu'il pense que l'on peut améliorer la culture des terres.

Cependant le marquis de Mirabeau, dont le livre contient une profusion d'idées, déverse dans d'autres passages des phrases plus proches de Quesnay sur les relations entre niveau de subsistances et niveau de population.

Si la thèse fondamentale de tous les physiocrates est "le gouvernement par la nature", et donc la primauté des conditions économiques sur les conditions politiques, l'analyse du rapport population/subsistances fait ressortir des différences. Les physiocrates apparaissent globalement populationnistes, alors que les mercantilistes le sont sans conteste.

II. LA POPULATION ET L'ÉCONOMIE NAISSANTE

L'économiste écossais Adam Smith (1723-1790) ne s'intéresse à la population qu'indirectement. Mais il aborde quand même la question. D'une part il souhaite une population suffisamment dense, nécessaire pour la division du travail, d'autre part il définit une sorte de marché de l'homme, ou plutôt de l'*homo œconomicus*. Car :

«La théorie des salaires et de la population d'Adam Smith est basée sur une conception de l'homme *homo œconomicus*. Il semble qu'en tout temps le nombre des mariages conclus et, partant, l'accroissement futur de la population, est seulement déterminé par des considérations économiques.»¹

Le caractère de la croissance démographique...

Avoir une croissance de la population n'est pas un facteur négatif. Adam Smith compare la malheureuse Grande-Bretagne dont le nombre des habitants augmente, comme dans la plupart des pays d'Europe, fort lentement, et «les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale» qui enregistrent une multiplication rapide de la population. La cause en est, pour Adam Smith, dans les salaires élevés d'où il résulte que les enfants participent à la production et sont donc «une source d'opulence et de prospérité».

«Chaque enfant, avant l'âge où il peut quitter sa maison, vaut annuellement par son travail cent livres sterling, toute dépense prélevée. Une jeune veuve, avec quatre ou cinq enfants, qui aurait tant de

1. Sten Sparre Nilson, «La théorie de population d'Adam Smith», *Population*, VII, n° 3, juillet-septembre 1952, p. 479.

peine à trouver un second mari dans les classes moyennes ou inférieures du peuple en Europe, est là le plus souvent un parti recherché comme une espèce de fortune. La valeur des enfants est le plus grand encouragement au mariage.»

Dans son approche économique de l'attitude des individus face à la nuptialité et à la natalité, Adam Smith est très moderne, montrant combien le niveau de vie escompté peut influencer le choix des individus puisque la tendance de la population est de s'accroître là où les salaires le permettent tandis qu'elle est limitée dans son augmentation par une mortalité élevée, là où la pauvreté sévit.

De plus, Adam Smith fait bien de l'évolution de la population une mesure de la richesse quand il écrit : «la marque décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre de ses habitants.»

... dépend cependant des lois économiques

Cependant, le niveau de population est le résultat d'un marché, où s'exerce «la loi de l'offre et de la demande». Et c'est la demande qui va réguler l'offre. Le besoin de main d'œuvre serait donc le déterminant fondamental du nombre des habitants.

Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, paru en 1776, Adam Smith écrit :

«C'est ainsi que la demande d'hommes règle nécessairement la production des hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise ; elle hâte la production quand celle-ci marche trop doucement, et l'arrête quand elle va trop vite. C'est cette demande qui règle et qui détermine l'état où est la propagation des hommes, dans tous les différents pays du monde, dans l'Amérique septentrionale, en Europe et à la Chine ; qui la fait marcher d'un pas si rapide dans la première de ces contrées, qui lui donne dans l'autre une marche lente et graduelle, et qui la rend tout à fait stationnaire dans la troisième.»

Aujourd'hui, nous parlerions d'une analyse économique du marché de la natalité. Mais celle-ci nous apparaît plus complexe, car il faut supposer un marché dans lequel règne une totale transparence plusieurs années à l'avance, entre le moment de la conception et celui où l'enfant devient productif. Dans cet intervalle, progrès technique et méthodes d'éducation peuvent avoir bouleversé la demande d'hommes.

Adam Smith adhère donc à la croyance en une augmentation automatique de la population dès que la quantité des subsistances le permet, ce qui implique la mise en œuvre du pouvoir multiplicateur que Malthus présentera comme une loi naturelle. En corollaire, lorsqu'il y a des limites économiques à la demande d'hommes, les possibilités d'accroissement de la population se trouvent *ipso facto* réduites. Or, dès qu'on évoque le mot limite, on entre dans l'optique de Malthus dont l'un des postulats, selon lequel les êtres

vivants ont une tendance constante à croître au-delà de ce qui serait permis par la quantité de nourriture disponible, est dans la ligne de la pensée d'Adam Smith.

III. LE «PRINCIPE» DE THOMAS ROBERT MALTHUS

Pour comprendre Malthus (1766-1834), trois points d'importance inégale doivent être exposés.

Tout d'abord, la pensée de Malthus s'inscrit dans un contexte historique et intellectuel. Ce contexte explique en partie pourquoi Malthus va définir sa loi de population qui est d'abord esquissée sous forme anonyme dans une première parution. Tandis que les autres éditions ont pour objectif de l'asseoir plus précisément avec des formulations nouvelles.

Le contexte de Malthus

En 1601, la reine Elisabeth institua une «Loi des pauvres» qui par la suite tomba en désuétude. Au XVIII^e siècle, diverses mesures sont prises pour redonner une efficacité à cette loi. Cela aboutit à une allocation aux pauvres, indexée sur le prix du pain. La charité privée est remplacée par une obligation pour le riche et un droit pour le pauvre.

Or, le coût de cette législation augmente régulièrement, passant d'un million de livres en 1770 à quarante en 1800. Cela suscite des réflexions. En particulier, des auteurs pensent que la subvention aux pauvres développe la pauvreté et ne les encourage pas à surmonter la misère. Il vaudrait mieux laisser faire la faim. En 1787, un auteur, Townsend, explique qu'il ne faut pas hésiter à limiter les naissances car l'aide apportée par les riches aux pauvres risque d'appauvrir trop les riches :

«Les nations peuvent, pendant un certain temps, accroître leur nombre au-delà de la juste proportion de leurs subsistances, mais elles abaisseront dans la même proportion l'aisance et le bien-être des plus fortunés.»

Townsend annonce donc Malthus, qui est hostile aux lois sur le paupérisme. Il pense que la hausse des cours des grains est supérieure à celle qu'aurait justifié leur seule rareté. Car il y a une demande croissante pour les allocations paroissiales face à une offre limitée.

C'est sans doute la réflexion sur les conditions des pauvres qui a conduit Malthus à énoncer le *principe de population* qui est au centre de son œuvre.

La première parution

La première édition de l'*Essai sur le principe de la population* est publiée en 1798, sans nom d'auteur. Elle se présente non comme l'exposé d'une théorie scientifique, mais davantage comme un livre de polémique. Même si les seize premières pages forment l'exposé théorique dont le succès fera de la doctrine de Malthus une vision impossible à éviter dans l'étude des sciences économiques, beaucoup d'économistes seront par la suite «hantés par la loi de Malthus».

Malthus écrit :

«Je pense pouvoir poser franchement deux postulats : premièrement, que la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, que la passion réciproque entre les sexes est une nécessité et restera à peu près ce qu'elle est à présent.»

Compte tenu de ce que Malthus appelle «ces lois permanentes de notre nature», il en tire son principe en écrivant :

«Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme.»¹

«Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique... Les effets de ces deux pouvoirs inégaux doivent être maintenus en équilibre par le moyen de cette loi de la nature qui fait de la nourriture une nécessité vitale pour l'homme.»

Puis Malthus expose que sa loi a une portée générale dans l'ensemble de la nature. Les évolutions divergentes entre la croissance potentielle de la population et celle des subsistances s'étendent «aux règnes animal et végétal».

L'homme ne peut s'exclure d'une réalité naturelle. Il lui faut manger pour vivre. Or, son instinct sexuel le conduit à augmenter les effectifs des générations au delà du niveau des subsistances disponibles pour la nourriture. Mais l'homme bénéficie sur les autres espèces d'un avantage, car il peut utiliser sa raison pour pallier les menaces de la loi de population, même si la raison ne peut annihiler la nécessité de respecter des limites.

En particulier, Malthus souligne le rôle de la nuptialité comme mécanis-

1. Th. R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1798. Avant-propos de J. Dupâquier, réédition INED, Paris, 1980, p. 25.

me régulateur. Le retard des mariages, dans la mesure où pour lui la fécondité opère essentiellement dans le mariage, permet d'améliorer l'adéquation entre la nourriture et la population. Ainsi, la loi de population suggère comme conséquence d'adapter aux subsistances la nuptialité.

Mais l'*Essai* a surtout pour objet de montrer les mécanismes pervers de la loi des pauvres. La redistribution des revenus ne permet pas d'augmenter les ressources disponibles et contribue au contraire à diminuer les ressources relativement au nombre des habitants. En effet, même si elles peuvent individuellement soulager l'intensité de certaines détresses, les lois des pauvres encourageant le mariage précoce, une descendance plus grande, et donc globalement aggravent les déséquilibres entre la population et les nourritures. Les riches doivent donc exclure ces mouvements «de compassion et de bonté» qui prolongent la période de misère sans «prévenir l'action quasi-permanente de la misère.»

De la première formulation de sa «théorie», Malthus conclut à «trois propositions» qui sont formulées à la fin du chapitre II, trois propositions qui énoncent les relations population-subsistance dans la pensée malthusienne.

D'abord la population ne peut «s'accroître sans que les moyens de subsistance n'en fassent autant.» C'est, écrit Malthus, «une proposition si évidente qu'elle ne demande aucune explication.»

«La population s'accroît immanquablement là où les moyens de subsistance le permettent.»

C'est cette deuxième proposition que Malthus entend illustrer par «l'histoire des peuples de tous les temps.»

La troisième proposition est ainsi formulée : «Le pouvoir supérieur de multiplication de la population ne peut être freiné qu'en engendrant la misère et le vice.» Autrement dit, ce qui permet de limiter la population aux subsistances sont «deux amers ingrédients», la misère et la vie.

3. Les autres versions de l'Essai

Il est courant d'évoquer, à propos des autres ouvrages de Malthus publiés avec le même début de titre «Essai sur le principe de population», des éditions successives, ce que Malthus avait laissé penser lui-même dans la préface à la deuxième édition. Or, l'édition de 1803 ne diffère pas seulement de celle de 1798 parce que le nom de l'auteur y figure. Quatre fois plus long que le premier essai, il s'agit non d'un pamphlet philosophique, mais d'un traité d'allure scientifique.¹ Ce traité connaîtra quatre autres éditions au cours de la vie même de l'auteur (1806, 1807, 1817 et 1826) sans modifica-

1. Cf. Avant-propos de J. Dupâquier, *op. cit.*

tions ni additions substantielles. On peut le considérer comme un «des premiers monuments de la science économique» car sur la révélation de Malthus «est fondée la théorie économique classique.»¹

Parmi les réflexions complémentaires de l'édition de 1803² l'une des plus significative est l'apologue sur le banquet de la nature, qui résume si bien la pensée de l'auteur, même si ce passage sera qualifié «d'effrayant» pour reprendre l'adjectif utilisé par le commentateur français Joseph Garnier.

Voici ce passage :

«Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit à réclamer la moindre part de nourriture et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert vacant pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques convives du banquet. Si ceux-ci se serrent pour lui faire place, d'autres intrus se présentent aussitôt, réclamant les mêmes faveurs. La nouvelle qu'il y a des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux postulants. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait précédemment se change en disette, et la joie des convives est anéantie par le spectacle de la misère et de la pénurie qui sévissent dans toutes les parties de la salle, et par les clameurs importunes de ceux qui sont, à juste titre, furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait fait espérer.»

La deuxième version va ensuite reformuler le principe et analyser précisément les freins préventifs et positifs à l'augmentation de la population. Malthus présente ce qui est pour lui le déterminant essentiel et les relations fécondité-mortalité.

Le principe de population c'est que «lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle double tous les vingt-cinq ans et croît ainsi de période en période selon une progression géométrique.»³

Or, «dans les circonstances idéales, la production de la terre double dans les vingt-cinq premières années» et «il est impossible d'espérer que la production puisse continuer à s'accroître au même rythme.»

En conséquence, «les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à la production, ne peuvent jamais augmenter à un rythme plus rapide que celui qui résulte d'une progression arithmétique.»(p. 22)

1. G. Dupuy, J.-M. Poursin, *Malthus*, Éditions du Seuil, Paris, 1972, p. 4-5

2. Contrairement à ce qui a été parfois écrit, l'apologue ne figurait pas dans la première édition, ce qui, écrit J. Dupâquier, «illustre l'aphorisme selon lequel un auteur classique est quelque'un que l'on cite toujours et qu'on ne lit jamais.» Avant-propos à *Essai sur le principe de population*, op. cit., p. 10.

3. Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1803. Réédition, Denoël-Gauthier, Paris, 1963, p.20.

Ceci conduit Malthus à reprendre exactement la même illustration quantitative exprimée au milieu du chapitre II du premier Essai :

« Prenant la population du monde avec un effectif quelconque, mille millions par exemple, l'espèce humaine s'accroîtrait comme la progression 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, etc., et les subsistances comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, etc. En deux siècles un quart, le rapport des populations aux moyens de subsistance serait de 512 à 10 ; en trois siècles, de 4 096 à 13 ; et en deux mille années, l'écart serait pratiquement incalculable, bien que la production, pendant ce temps, se fut accrue dans d'immenses proportions. »

Puisque la loi de population conduit à des impossibilités, c'est qu'il existe des freins à l'augmentation de la population. Malthus distingue les freins préventifs et les freins positifs.

Les premiers sont « la contrainte morale » et « le vice ». La contrainte morale, c'est « le fait de s'abstenir du mariage » et « la chasteté ». Le vice, c'est le libertinage, c'est-à-dire les rapports sexuels dans la promiscuité, les « passions contraires à la nature », c'est-à-dire l'homosexualité, « la profanation du lit nuptial, » c'est-à-dire l'adultère, et « tous les artifices employés pour cacher les suites de liaisons criminelles ou irrégulières, » c'est-à-dire la limitation des naissances et les avortements provoqués.

Quant aux freins actifs, ce sont « ceux qui se présentent comme une suite inévitable des lois de la nature », c'est-à-dire la mortalité résultant de l'excès de population.

Mais il existe également des freins actifs d'une nature mixte car ce sont des freins actifs « que nous faisons naître nous-mêmes. Ce sont les guerres, les excès et plusieurs autres sortes de maux évitables. »

Quel est l'intérêt de cette distinction entre freins préventifs et freins actifs ? C'est qu'ils « doivent être en raison inverse l'un de l'autre. » Autrement dit, leur combinaison doit aboutir en tout état de cause à former un obstacle à l'accroissement de la population. Si la fécondité est faible, la mortalité peut être faible. Si la fécondité est élevée, la mortalité doit être élevée.

C'est en analysant les solutions préconisées par Malthus que l'on comprend qu'il puisse être considéré paradoxalement comme un anti-malthusien.¹

Le moyen humain de lutter contre la croissance excessive de la population est la limitation volontaire des naissances, mais pas par n'importe lequel des artifices. Pour Malthus, il est net et indiscutable que les vices en tout genre, au nombre desquels il range l'utilisation des techniques de la contra-

1. Le sous-titre du *Malthus* de W. Petersen, Dunod, Paris, 1980, est intitulé « le premier anti-malthusien. » D'où également l'intitulé du titre I de *Malthus hier et aujourd'hui*, Éditions du CNRS, Paris, 1984 : « Les mésaventures d'une pensée. »

ception, sont immoraux, illicites, et conduisent l'homme à sa perte :

«Le dérèglement des mœurs (lorsqu'il est porté au point d'empêcher la naissance des enfants) avilit la nature humaine et lui ravit sa dignité.»

Un seul moyen est à la fois efficace et licite, sans être dommageable : ne se marier qu'après avoir acquis les moyens d'entretenir ses enfants, et rester chaste dans le célibat.

«Tout homme a le devoir de ne pas songer au mariage avant de s'être assuré qu'il peut suffire aux besoins de ses enfants.» (p. 147)

Malthus, compte tenu de son principe, a parfois été présenté comme un auteur anti-social chargé de défendre la classe des riches. Il convient cependant de noter son souci non de contraindre les pauvres, mais de leur enseigner les effets regrettables de l'excès de population par rapport aux ressources économiques. Malthus ne peut donc pas être assimilé à un auteur anti-social, mais apparaît plus simplement comme un pessimiste.

IV. LA THÉORIE DÉMO-ÉCONOMIQUE AU XIX^e SIÈCLE

Les différents courants de pensée qui ne se rattachent pas aux socialismes vont se trouver divisés entre des auteurs proches de Malthus et des auteurs anti-Malthus. Parmi les premiers, certains se situent dans une certaine logique en continuité avec Adam Smith, dont une partie de l'approche a été reprise par Malthus.

Les libéraux et Malthus

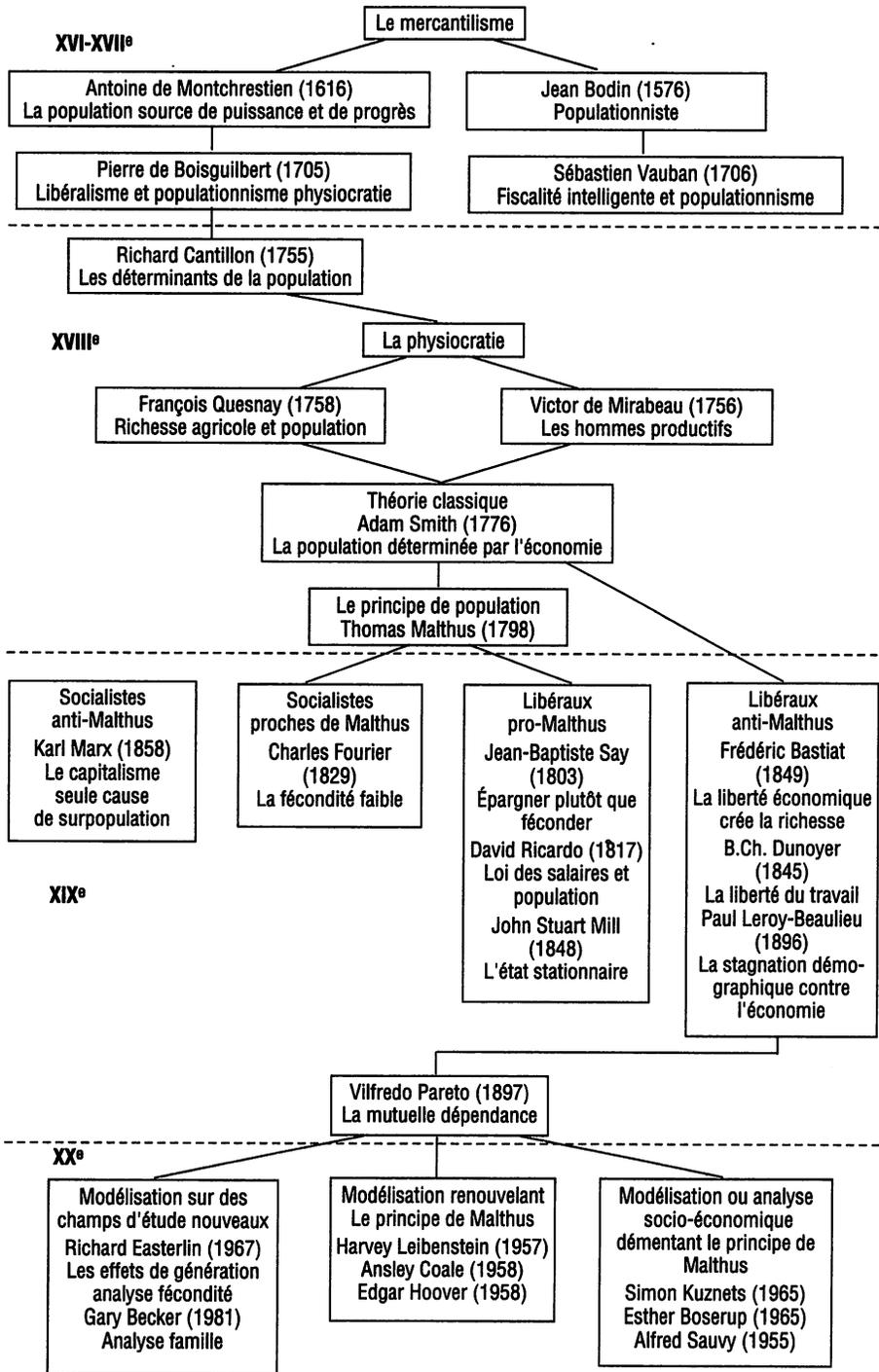
1. Le courant malthusien

Le courant pro-Malthus va tout particulièrement s'illustrer en France et en Angleterre. Jean-Baptiste Say représente la tendance malthusienne en France, Stuart-Mill et peut-être Ricardo l'incarnent en Angleterre.

Le «Malthus français» Jean-Baptiste Say

Avant que le courant malthusien de la première moitié du siècle ne soit relayé dans la seconde moitié par un véritable militantisme malthusien dont

Chronologie et filiations des théories démo-économiques



l'homme de référence est Paul Robin, la pensée de Malthus sera reprise et développée dans une formulation scientifique.

Elle traverse la Manche en premier lieu grâce à Jean-Baptiste Say (1767-1832) qui la vulgarise, dès 1819-1820.

Quelques années plus tard, le texte de référence pour les Français sera la cinquième édition de *l'Essai sur le principe de population* traduite en 1823 par Pierre et Guillaume Prevost. Ce texte sera plusieurs fois réédité.

Cette traversée de la Manche va au fil du siècle déformer la pensée de Malthus. Ce dernier qui, ne l'oublions pas, était pasteur anglican, prônait en effet un contrôle de la croissance de la population par l'ascèse du célibat et du mariage tardif, par la vertu, non par «le vice». Assez rapidement, la France va ne retenir que la première partie du message et traduire à tort la seconde sous la forme d'une contraception active. C'est ainsi que naît une pensée malthusienne qui n'est pas conforme à celle de Malthus.

Mais dans la première moitié du XIX^e siècle, le débat est essentiellement d'ordre social. Pour enrichir les pauvres, on les invite à contrôler les naissances. Ceci a été clairement exposé par Jean-Baptiste Say, pour qui il est plus important d'épargner que de féconder.

Au début du XIX^e siècle (1803), à une époque où Say ne connaissait pas encore Malthus, il expose un raisonnement complet qui repose au départ sur un postulat équivalent à celui de Malthus : l'augmentation de la population est un phénomène naturel. Comme il pense que la mortalité exerce des effets ravageurs en raison de l'insuffisance des moyens d'existence, il plaide pour une limitation volontaire des naissances. Say prend également position dans le débat sur l'émigration.

Le postulat de la croissance démographique

Dans la lignée de Malthus, le postulat de Say repose sur le fait que l'homme n'a aucune difficulté à se reproduire. Il dispose pour cela de moyens considérables, comme le précise notre auteur dans son *Cours complet d'économie politique pratique* (1828-1830) dont le titre de la sixième partie annonce la reformulation de ses écrits précédents : «La tendance des hommes à se reproduire, et leurs moyens de se multiplier, sont pour ainsi dire infinis.»

Say est bien conscient qu'il existe des freins à cette tendance, mais ils sont selon lui insuffisants. Il signale d'abord les freins biologiques : personnes stériles, avortements spontanés, mais le nombre de ces événements ne peut selon lui empêcher la croissance de la population. La profusion de germes de vie est, selon Say, telle que : «quels que soient les accidents, il en subsiste toujours un nombre plus que suffisant pour que l'espèce se perpétue.»

Les données biologiques de l'espèce humaine impliquent donc une potentialité de croissance permanente de la population.

Say ne disconvient cependant pas qu'il existe, outre les freins biologiques, d'autres types de freins à l'augmentation de la population. Des facteurs tels que les épidémies et les guerres exercent des effets négatifs sur l'évolution d'une population. Mais ces freins ont selon lui des conséquences limitées.

«Des épidémies passagères et peu dangereuses, des guerres courtes et peu acharnées, des chertés modérées dans les subsistances, ne contrarieront que faiblement l'essor de la population.»

Le postulat de Say exclut donc toute possibilité de décroissance d'une population. Il semble méconnaître l'histoire des civilisations qui ont connu la dépopulation.

Les limites aux moyens d'existence

Say estime que l'augmentation automatique de la population est regrettable, car elle se traduit par une mortalité faute de «moyens d'existence.» Say élargit en effet la notion de moyens de subsistance évoquée par Malthus. Il considère non seulement les données alimentaires, mais également les vêtements, le logement, la possibilité de se chauffer, les soins nécessaires aux enfants, le temps de se reposer, la possibilité de consulter un médecin, la connaissance de remèdes même "fort simples".

J.-B.Say constate donc ce que nous appellerons une surmortalité résultant du fait que : «la multiplication des hommes va toujours non seulement aussi loin que leurs moyens d'exister le permettent, mais encore un peu au-delà.»

Cette surmortalité n'est pas due uniquement au manque de nourriture : comme l'explique Say dans son *Traité d'économie politique* (Livre second, chap. XI) paru en 1803 :

«Ce n'est pas que tous ceux qui périssent de besoin meurent positivement du défaut de nourriture, quoique ce malheur soit beaucoup plus fréquent qu'on ne le suppose ; je veux dire seulement qu'ils n'ont pas à leur disposition tout ce qui est nécessaire pour vivre, et que c'est parce qu'ils manquent de quelque chose qui leur serait nécessaire qu'ils périssent.»

Say entreprend alors un inventaire de la mortalité liée à des conditions de vie insuffisantes. Il y a d'abord le manque de repos lié à la nécessité de travailler :

«Tantôt c'est un malade ou un homme affaibli, qu'un peu de repos remettrait ou bien à qui il ne faudrait que la consultation d'un médecin et un remède fort simple, mais qui ne peut ni prendre de repos, ni consulter le médecin, ni faire le remède.»

Il y a ensuite l'enfant pour lequel les parents n'ont pas les moyens d'avoir assez de sollicitude.

«Tantôt c'est un petit enfant qui réclame les soins de sa mère mais

sa mère est forcée au travail par l'indigence ; l'enfant périt ou par accident ou par malpropreté, ou par maladie. C'est un fait constaté par tous ceux qui s'occupent d'arithmétique politique, que, sur un nombre égal d'enfants, pris dans la classe aisée et dans la classe indigente, il en meurt dans la seconde incomparablement plus que dans la première.»

Il y a enfin, outre la malnutrition, tout ce qui est défavorable à un bon état sanitaire :

«Enfin, une nourriture trop peu abondante ou malsaine, l'impossibilité de changer souvent de linge, de se vêtir chaudement, de se sécher, de se chauffer, affaiblissent la santé, altèrent la constitution, exposent beaucoup d'êtres humains à un dépérissement tantôt lent, tantôt rapide ; et l'on peut dire que tous ceux qui périssent à la suite d'un besoin que leur fortune ne leur a pas permis de satisfaire, meurent de besoin.»

À son postulat «la population a une tendance à s'accroître progressivement», Say ajoute ce qu'il appelle lui-même une seconde «proposition incontestable» : une population «ne peut pas dépasser les moyens d'exister.»

Les bornes de la population

Il découle donc de cela une «troisième proposition : c'est que la population d'un pays n'est jamais bornée que par ses produits.»

J.-B. Say exprime ainsi une théorie démo-économique, avec un raisonnement plus large et plus relatif que celui de Malthus : il est plus large car la notion de «produits» dans cette troisième proposition inclut l'hygiène, la nécessité d'endiguer la fatigue,... Mais il est plus relatif car notre auteur ne nie pas que les moyens de subsister doivent être pris en considération en tenant compte d'une part des habitudes de consommation et d'autre part du rendement : ces deux données vont déterminer la quantification des moyens d'exister par rapport à la population. En ce qui concerne les habitudes de vie, Say écrit :

«Sur la même quantité de production qui a lieu en Angleterre, il vivra plus de Chinois que d'Anglais par la raison qu'avec les habitudes de la nation chinoise en général, elle peut vivre de moins que la nation anglaise.»

Selon son genre de vie, la population susceptible de vivre sur un territoire donné a donc un effectif plus ou moins grand. D'autre part, J.-B. Say affirme l'importance du rendement des terres. Il prend l'exemple de la Hollande où ce rendement est plus élevée qu'en Pologne. De ce fait «une lieue carrée en Pologne nourrit moins d'habitants qu'une lieue carrée en Hollande.»

Say, comme Malthus, prend insuffisamment en compte un autre élément : la productivité, définie comme le rapport entre la quantité produite et le travail des hommes, alors que le rendement rapporte à la quantité produite l'unité de surface cultivée.

Toute loi implique des propositions normatives. C'est aussi le cas de celle de J.-B. Say dont il faut reprendre dans sa formulation complète les éléments présentés ci-dessus sous une forme dispersée. Cette loi est énoncée dans le *Cours complet* cité *supra* :

«De ces deux propositions incontestables, l'une que la population a une tendance à s'accroître progressivement, l'autre qu'elle ne peut pas dépasser les moyens d'exister, on peut donc déduire cette troisième proposition : c'est que la population d'un pays n'est jamais bornée que par ses produits.»

Say affirme donc résolument des limites à l'effectif d'une population. L'homme raisonnable, plutôt que de les subir, devrait en tenir compte dans son comportement.

Épargner plutôt que féconder

Puisque le nombre des hommes a tendance à être supérieur à ce qui est souhaitable, puisque ce nombre va se proportionner impérativement à la quantité des produits, Say pense qu'il faudrait mieux gérer cette contrainte plutôt que laisser la surmortalité exercer son rôle équilibrant. Say propose donc de pratiquer une restriction volontaire des naissances, ce qu'il exprime dans un passage célèbre :

«Les institutions les plus favorables au bonheur de l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux. Il convient donc d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants.» (*Cours complet*, 1828, VI^e partie)

Ainsi l'homme avisé se substituera à l'homme soumis aux lois de la reproduction.¹ L'épargne, écrit J.-B. Say, est essentielle car : «ce sont les épargnes qui permettent aux familles de consommer, outre le revenu de leur industrie, de leurs travaux, de leurs talents, un autre revenu encore, celui de leur capital.»

Autrement dit, toute famille a intérêt à diversifier ses revenus et ne pas se limiter à vivre sur le produit de son travail.

L'émigration non rentable

J.-B. Say, qui est partisan de maîtriser la natalité, a également un point de vue économique sur l'émigration. J.-B. Say pense que les colonies sont plus coûteuses que rentables. Ce ne sont pas, pour lui, des marchés intéressants.

1. L'histoire montre que ce souhait sera exaucé par la France de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, qui souscrira massivement aux emprunts russes et enregistrera en même temps une faible fécondité. Avant 1913, le montant cumulé des emprunts russes en France s'est élevé à 13,840 milliards de francs-or de l'époque, soit un sixième environ du revenu national réel de la France de 1990. M. Allais «Le Tiers-monde au carrefour», *Les Cahiers africains* 1961, seconde édition, Montchrestien, Paris, 1990. §50. J.-B. Say, en effet, croyait au revenu du capital, mais n'imaginait pas que celui-ci pourrait un jour disparaître pour des raisons politiques, faisant disparaître *ipso facto* le revenu qui en était attendu.

Il est donc hostile à l'émigration et à la colonisation.¹

L'analyse économique de Jean-Baptiste Say se situe donc à la fois dans la lignée d'Adam Smith et de Thomas Malthus. Elle considère que l'effectif d'une population s'équilibre inévitablement quand le niveau de demande de la population, c'est-à-dire les moyens d'exister, devient supérieur à l'offre, c'est-à-dire le nombre d'habitants. Mais l'homme étant un animal intelligent, il doit être capable d'éviter la brutalité de cet équilibre, normalement réalisé par le mécanisme de la mortalité, en privilégiant l'épargne.

Rappelons que Say, auteur de la loi des débouchés : «C'est avec des produits que nous achetons ce que d'autres ont produit», est profondément partisan de la loi du marché. Il pense donc que les hommes doivent dans leur comportement en tenir compte. Il y a cependant un paradoxe chez Say. Alors qu'il adhère et développe la doctrine pessimiste de Malthus en matière de population, il est profondément optimiste sur le développement économique.

2. Les économistes anglais

Commençons par les deux auteurs anglais de la période dite classique en économie politique. L'interprétation de l'œuvre de Ricardo, longtemps considéré sans discussion comme proche de Malthus, a donné lieu plus récemment à une nouvelle analyse.

Ricardo, un vrai faux malthusien ?

Israélite, David Ricardo (1772-1823) suit un itinéraire doublement original. D'une part, il se convertit au protestantisme. D'autre part, il mène de front des activités de praticien de la finance et d'auteur développant une pensée abstraite à la dialectique compliquée, ce qui peut expliquer les divergences d'interprétation de son œuvre.

Sur un plan général, Ricardo relève de la pensée économique classique. Il pense que les lois économiques sont des lois naturelles. Le libéralisme consiste à créer les institutions les plus aptes à faire fonctionner les mécanismes naturels. Sur son analyse des questions de population, il apparaît que la loi ricardienne des salaires repose sur le principe de la loi de Malthus. Mais cela donne lieu aujourd'hui à une nouvelle analyse. Commençons par la présentation habituelle de la pensée de Ricardo exprimée dans les *Principes d'économie politique* (1817).

1. Là encore, la pensée de Say semble en harmonie avec la politique de la France. À la fin du XVIII^e siècle, la France a en effet peu à peu abandonné ses colonies américaines. Au début du XIX^e siècle, elle ne possède pratiquement plus de colonies, par rapport à l'Angleterre et à l'Espagne. Sa politique coloniale ne redeviendra très active que sous la Troisième République, l'implantation des Français en Algérie à partir de 1830 résultant, non d'un projet de colonisation, mais du souci de mettre fin aux exactions des pirates barbaresques.

La loi des salaires

Selon celle-ci, Ricardo applique strictement le principe de la pression de la population sur les subsistances affirmé par Malthus. L'économie va guider l'évolution de la population. Les hommes vendent leur force de travail sur le marché. Ce marché du travail est un marché comme un autre. L'offre de travail dépend uniquement de l'effectif de la population, car la population ne possède aucun autre revenu possible, elle n'a d'autres solutions de trouver des moyens d'existence que de se présenter sur le marché du travail. Si le salaire est inférieur au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière, les moyens d'exister vont être insuffisants, ce qui va provoquer une certaine mortalité.

Au contraire, si le salaire est supérieur à ce minimum nécessaire, une offre de travail supplémentaire va s'ensuivre inévitablement à terme. Cette offre de travail supplémentaire résulte d'une population supplémentaire quand on se rappelle que les enfants, au début du XIX^e siècle, étaient employés très jeunes dans les usines, dès l'âge de cinq à six ans. Puis l'augmentation du nombre des travailleurs va provoquer une baisse de salaire, régulant ainsi la population.

Le salaire est donc pour Ricardo un déterminant de la fécondité, mais aussi celui de la mortalité, un salaire plus bas entraînant par la misère une mortalité, notamment infantile, plus élevée. C'est la cruelle et célèbre loi des salaires.

La population contre le profit

Ricardo, comme Malthus, pense que la population est, de façon permanente, soumise à une pression à la hausse. Elle est appelée à croître sans cesse. Mais les conditions économiques vont enrayer cette croissance.

En effet, l'augmentation de la population provoque une suite de hausses des prix en cascade : emblavure de nouvelles terres moins fertiles, hausse du prix du blé, augmentation du prix de location des terres, hausse du salaire de subsistance. On met en culture des terres de plus faible rendement et le travail est de moins en moins productif. C'est la loi des rendements décroissants dont la formulation la plus explicite sera donnée par Turgot dans ses *Observations sur le mémoire de Saint Peravy* (1767). Le taux du profit est en conséquence laminé et les capitalistes cesseront d'entreprendre, ce qui arrêtera le développement de la production. Face à la limitation des ressources, la population devra cesser de croître. La fertilité décroissante des terres va se traduire par une minoration des moyens de subsistance et donc des hommes.

Cependant, Ricardo pense que l'on peut surmonter la rigueur des lois économiques par le progrès technique et par le libre-échange international. Ce qui met en évidence la complexité de l'œuvre.

Richesses et population

Dans *L'Anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique*, paru en 1974¹, Paul Fabra analyse sous un jour totalement nouveau l'œuvre de Ricardo. Il considère que la pensée du grand auteur anglais est distincte tant de Marx, qui est pourtant souvent présenté comme s'étant inspiré de Ricardo, que des néo-libéraux du XX^e siècle comme Milton Friedmann.

P. Fabra considère que la théorie de Ricardo ne doit pas être rapprochée du pessimisme de Malthus. Il récuse la présentation habituelle de l'œuvre de l'auteur anglais. La relecture des textes le conduit à démentir ce que nous avons écrit ci-dessus et à affirmer que Ricardo ne pense pas que la population soit une variable indépendante qui se développerait inévitablement. Ricardo n'adhère donc pas au postulat fondamental de Malthus, repris par Say, sur la tendance inévitable de l'homme à avoir une fécondité élevée. Il ne croit pas que les ressources alimentaires progresseraient suivant une progression arithmétique et la population suivant une progression géométrique. Au contraire, Ricardo pense que l'arrêt de la croissance économique entraîne l'arrêt de la croissance démographique (P. Fabra, p. 230).

Il y a relation de causalité entre l'accumulation des richesses et l'accroissement de la population. La multiplication rapide des richesses produites peut amener une augmentation du nombre des habitants et vice versa.

«Les hommes ne se multiplient donc que si les moyens de production propres à les nourrir – et autant que possible à les nourrir mieux – existent déjà. Cependant, la relation logiquement établie ne se vérifiera concrètement qu'à la condition que les hommes soient assez évolués pour tenir compte des facteurs économiques dans la conduite de leur vie.» (P. Fabra, p. 231)

Autrement dit, le nombre des habitants dépend finalement sur une période relativement longue «des moyens matériels existant pour les nourrir et, d'une façon générale, pour leur assurer la satisfaction des besoins qu'ils estiment "nécessaires".»

La croissance de la population constatée dans les pays industriels au cours du XIX^e siècle semble confirmer le point de vue de Ricardo. Cependant, l'économiste anglais présente ses conclusions comme des remarques, il ne leur donne pas le caractère de lois. Le schéma de Ricardo s'oppose donc du tout au tout à Malthus, tant sur le fond que sur la forme. Pour le pasteur, la population avait une tendance naturelle à croître et les données économiques, qui ne parvenaient pas à satisfaire les besoins de cette croissance, venaient la réguler. L'économie venait freiner, brutalement d'ailleurs, le rythme de la population. Ricardo propose une présentation contraire. La population n'augmente pas d'elle-même quoi qu'il arrive. Elle n'augmente généralement que s'il y a multiplication des richesses et encore ce n'est pas automatique.

1. Arthaud, Paris.

Population, économie et politique

Mais il n'y a pas là affirmation d'une loi *ne varietur* par définition. Car l'économie n'est pas l'unique déterminant de la population. Ricardo pense qu'il peut se présenter des exemples de surpopulation. Dans ce cas, les réponses passent par deux considérations liées entre elles : le développement économique et un bon gouvernement. Ricardo insiste sur la nécessité de faire bénéficier à tout le monde de la croissance économique, y compris les classes laborieuses, car c'est ainsi résoudre l'excès relatif de population.

«Les amis de l'humanité, écrit Ricardo, ne peuvent que souhaiter que les classes laborieuses prennent goût aux comforts et aux agréments et qu'elles soient encouragées par tous les moyens légaux dans leurs efforts pour les obtenir.»

Paul Fabra (p. 151) commente :

«Pourquoi Ricardo souhaite-t-il que les travailleurs jouissent d'un bien-être jusque là réservé aux propriétaires fonciers et aux capitalistes? Parce que, dit-il, "il ne peut y avoir de meilleure garantie contre une population surabondante".»

Outre l'augmentation de ce que nous appellerions aujourd'hui le niveau de vie, il y a un double impératif de formation et de bonne gestion gouvernementale. Paul Fabra écrit également (p. 151) :

«Le plus grand économiste libéral recommande pour remède à la surpopulation l'accroissement des besoins de la population laborieuse. Pour Ricardo, la surpopulation est toujours une notion relative. Il y a des pays où "tous les maux proviennent d'un mauvais gouvernement, de l'insécurité de la propriété et d'un manque d'instruction dans tous les rangs de la population".»

Que faire dans ce cas ?

«Pour être plus heureux, ces pays requièrent seulement d'être mieux gouvernés et mieux instruits : le résultat inévitable de cette double amélioration serait que le capital augmenterait plus vite que la population.»

La présentation de Paul Fabra suggère qu'il ne faut pas limiter l'œuvre de Ricardo à la loi des rendements décroissants et le ranger en conséquence parmi les pessimistes. Il doit en définitive être considéré en désaccord avec Malthus, ce qui n'est pas le cas de John Stuart Mill.

John Stuart Mill et «l'état stationnaire»

Présentant une sorte de synthèse d'Adam Smith et de Thomas Malthus, John Stuart Mill (1806-1876), économiste mais également philosophe, est notamment connu pour sa formulation de la loi de l'offre et de la demande ou «loi de la valeur des choses qui existent en quantité limitée». Par ailleurs, il inclut dans ses écrits une véritable doctrine de population. Il expose pour-

quoi, selon lui, la croissance de la population est nocive. Il conclut à la nécessité d'une population stationnaire. Et il définit les moyens d'atteindre cet objectif.

La population n'est pas la donnée première de la vie sociale. Ce qui importe d'abord est le développement des «arts de production». Il convient donc d'avoir une population qui ne gêne pas ce développement. Notre auteur pense que la croissance de la population va faire monter le coût de production des produits du sol. Proche du pessimisme de Malthus, il semble ignorer la notion d'économie d'échelle et le fantastique progrès de la productivité agricole que le XIX^e siècle va connaître. Pour John Stuart Mill, une population plus nombreuse entraîne l'utilisation de davantage de terres pour l'agriculture, terres qui ne pourraient alors servir à d'autres «agréments».

Stuart Mill ne voit «guère de motifs de désirer» un accroissement de la population. Il pense, dans ses *Principes d'économie politique*, parus en 1848, que «on est parvenu à une densité de population suffisante pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut point les avantages de l'action en commun et des relations sociales.»

Il craint qu'il n'y ait pas assez de lieux de solitude si la population augmente, solitude qui est, dit-il, «la condition nécessaire de toute profondeur de pensée et de caractère».

Stuart Mill espère donc «sincèrement pour la postérité» que la terre «se contentera de l'état stationnaire avant d'y être forcée par la nécessité».

Il pense en effet que «l'accroissement de la richesse ne pouvant être aussi rapide que tend à l'être celui de la population, l'homme devra renoncer à accroître la population et la richesse, et enrayer délibérément le sisyphisme économique.»

Mais comment réaliser cet état stationnaire si désiré ? Certes, il est inévitable en raison de la baisse continue des profits dont notre auteur est certain. Stuart Mill pense que l'état d'esprit des hommes y sera favorable. De plus, il envisage certaines évolutions économiques qui iraient dans le même sens.

Pour que les hommes adhèrent à la nécessité d'un état stationnaire, il convient qu'ils soient individualistes et qu'ils aient le goût de l'indépendance. En outre, en développant leur sens des responsabilités, ils comprendront l'intérêt d'une population *ne varietur*.

D'un point de vue économique, Stuart Mill, se disant féministe, souhaite le développement et la généralisation du travail féminin et il pressent que cela aurait pour effet une diminution significative de la natalité.

Il estime qu'il faudrait considérer le père de famille nombreuse avec le même mépris qu'inspire l'ivrogne. Son idéal de stabilité rêvée le conduit à admettre le droit pour l'État de limiter les mariages et les naissances. Il souhaite également que le droit d'héritage soit très restreint.

Si l'on considère la baisse de la fécondité enregistrée dans les pays du Nord dans le dernier tiers du XX^e siècle, on a parfois l'impression que Stuart Mill a eu la prescience de certains des éléments qui accompagnent ou amènent le plus souvent une baisse de la fécondité.

Tandis que des économistes français et anglais adhèrent au raisonnement de Malthus, qui a l'avantage d'être d'une grande clarté, d'autres économistes non socialistes récusent la loi de population, surtout en France dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

3. Le courant non malthusien

La pensée de Malthus ne fait pas en effet l'unanimité, comme l'examen controversé de l'œuvre de Ricardo l'a mis en évidence. Et la critique de la pensée du pasteur est particulièrement illustrée en France avec les économistes Bastiat, Leroy-Beaulieu et Dunoyer.

Un premier détracteur est le libéral Frédéric Bastiat, que l'on classe parmi les «optimistes» par opposition au «pessimisme» du pasteur.

Une condamnation du malthusianisme économique

Dans ses *Harmonies* (1850-51), Frédéric Bastiat (1801-1850) rejette le principe de population en affirmant son contraire : «les moyens d'existence s'accroissent plus vite que la population». Il insiste sur la «flexibilité étonnante» des lois de population.

Bastiat, fondateur de la Société pour la liberté des échanges, croit en effet que le libre-échange est un puissant facteur de progrès qui rend le développement économique possible. Ce dernier ne s'exerce cependant pas de façon automatique. Bastiat s'emploie donc à dénoncer les freins à la croissance économique, ce que l'on peut appeler le malthusianisme économique. Prenant notamment pour cible les corporations, il écrit *Les Sophismes économiques*, paraboles qui ridiculisent les idées qu'il combat. Une des plus fameuses d'entre elles est la «Pétition des marchands de chandelles». Les représentants de cette honorable corporation y demandent à leur ministre de les protéger contre un redoutable concurrent qui n'est autre que... le soleil. Ils veulent que la loi fasse obstruer fenêtres et ouvertures diverses par lesquelles la lumière peut entrer dans les maisons et expliquent qu'ainsi de nombreux emplois seraient créés !¹

Pour Bastiat, l'amélioration du niveau de vie est donc possible à condition de faciliter la liberté économique.

1. Aftalion, Fl. dans Introduction de F. BASTIAT, *Propriété et loi*, Éditions de l'Institut économique de Paris, Paris, 1983.

Le travail nourricier

Un autre représentant du libéralisme optimiste en économie, Barthélémy-Charles Dunoyer (1786-1862), réfute la loi de Malthus. L'insuffisance des subsistances n'est pas une donnée qui s'impose, mais elle résulte toujours d'une insuffisance de travail. Il n'y a pas à craindre *a priori* une insuffisance de subsistances. Dunoyer prône donc *La liberté du travail*, expression reprise dans le titre de son livre paru en 1845. Cette liberté doit permettre aux familles qui travaillent d'avoir un bon niveau de vie. Et elle doit provoquer dans une famille misérable parce que ne travaillant pas un réflexe positif qui lui permettra de «se relever à force de bien se conduire».

François Guizot (1787-1874) qui, ministre de l'Instruction publique de 1832 à 1837, fit adopter une loi sur la liberté et l'organisation de l'enseignement primaire, illustre en quelque sorte le point de vue de Dunoyer dans sa célèbre phrase : «Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne».

La stagnation démographique défavorable à l'économie

Dans son *Précis d'économie politique* paru en 1888, Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916) écrit que la doctrine de Malthus «ne s'applique pas à la situation actuelle du monde.» Il pousse davantage l'analyse dans des textes ultérieurs en examinant les grandes questions de population : une population doit-elle régresser, être stable ou croître ? Que faut-il penser de l'immigration et de l'émigration ? Y a-t-il avantage à avoir des familles nombreuses ? Y a-t-il un optimum de croissance pour une population ? Paul Leroy-Beaulieu va également condamner fortement le néo-malthusianisme pour lequel il propose sa propre définition.

Notre auteur évoque peu la diminution de la population, qui est sans doute pour lui une hypothèse peu probable. Par contre, il souhaite éviter toute stagnation de la population «dans les circonstances présentes». En effet la stagnation présente à ses yeux de nombreux inconvénients dont les trois principaux sont les suivants : elle diminue le poids politique relatif d'un pays, elle limite les possibilités d'émigration, et elle empêche la formation du caractère.

Cette thèse est explicitée dans le livre intitulé *La question de la population* paru en 1913.

Leroy-Beaulieu y exprime d'abord qu'un pays avec une population stationnaire s'affaiblit par rapport aux autres :

«Dans les circonstances présentes, la stagnation de la population d'un grand pays est d'abord une cause de graduelle déchéance politique, puisque les pays rivaux voient leur population s'accroître tandis que la sienne ne change pas.»

Il y a donc un rapport entre l'effectif des populations et le poids relatif des pays. La stagnation ne met pas en position favorable un pays vis-à-vis des autres, et elle génère un autre inconvénient concernant la place interna-

tionale du pays. L'insuffisance d'hommes minore en effet la présence internationale d'un pays en raison du faible nombre des émigrants :

«Un pays dont la population n'augmente pas n'a que peu d'émigrants qui aillent porter dans les pays lointains ses mœurs, ses goûts, sa langue, et qui forment une sorte de trait d'union entre la nation qu'ils ont quittée et celle où ils s'établissent.»

Paul Leroy-Beaulieu se montre ainsi implicitement favorable à l'émigration qui est utile au pays d'origine. Le dynamisme du commerce extérieur de l'Allemagne lié en partie à l'héritage des différentes émigrations allemandes en divers lieux du globe est un exemple qui plaide dans ce sens. Outre l'argument politique et économique, l'économiste français développe par ailleurs des arguments psychologiques ou moraux.

2. Les socialistes et Malthus

Le socialisme est dominé par l'œuvre de Karl Marx, qui s'oppose au principe de Malthus comme d'ailleurs les principaux autres socialistes, Jean-Charles Sismondi et Pierre-Joseph Proudhon.

Cependant quelques autres socialistes, comme Charles Fourier, seront plus proches de Malthus.

1. L'analyse marxiste

Le marxisme condamne sans appel Malthus, puisque ses idées sont «absolument erronées et naïves¹, mais non sans élaborer une réflexion plus large».

D'une part, Karl Marx (1818-1883), lancé dans une tentative générale d'expliquer toute l'évolution économique, pense que Malthus omet les phases historiques du développement économique. D'autre part, il considère que, s'il y a un excès de population, le responsable en est le capitalisme ; il n'y a pas surpopulation absolue, mais surpopulation liée au capitalisme. Mais la lecture des écrits de Marx ne permet pas de savoir selon quelles lois évoluera la population en système communiste.

Pour Marx, les limites auxquelles croit Malthus ont deux défauts sur le raisonnement et sur la présentation quantitative. Malthus définit en effet les limites comme des contraintes externes qui s'imposent aux hommes. Or, ce sont au contraire des limites contingentes, dépendantes des conditions historiques et économiques existant à un moment donné. De plus, comment les

1. K. Marx, *Principes*, 1858.

relations complexes entre la production économique et celle des hommes pourraient-elles être réduites à un simple «rapport numérique» ?

Puisque ce n'est pas, comme le pense Malthus, le rapport de la population aux subsistances qui est susceptible d'expliquer une éventuelle surpopulation à un moment donné, comment peut-elle s'expliquer ? Justement par les mécanismes propres au système capitaliste.

En effet, pour trois raisons, «la surpopulation est dans l'intérêt de la bourgeoisie.»¹ D'abord cette dernière, pour augmenter sa plus-value, a besoin de davantage de capital variable. On sait, en effet, que Marx distingue le capital constant et le capital variable.² Le capital constant est l'ensemble des marchandises que le capitaliste achète ou met en œuvre dans chaque processus de production (il s'agit donc du capital fixe et des consommations intermédiaires). Le capital variable correspond aux sommes destinées à l'achat de la force de travail, autrement dit les salaires. Mais seul le capital variable est productif, créateur de valeur, créateur de plus-value. Le capitaliste va donc obtenir d'autant plus de plus-value qu'il y a plus de prolétaires, l'augmentation du capital variable supposant celle des hommes. Le capitaliste pourrait avoir mauvaise conscience de profiter de l'augmentation du nombre des prolétaires miséreux. Mais, grâce à Malthus, sa conscience est libérée, puisque la croissance de la population ne résulterait pas de sa propre responsabilité. L'une des méthodes utilisées pour augmenter la population s'explique ainsi : «L'industrie moderne, en substituant les enfants aux adultes, accorde une véritable prime à la procréation.»³

Le capitaliste a une seconde raison de souhaiter un prolétariat nombreux. Son objectif est en effet de rétribuer le moins possible le capital variable, pour dégager une plus-value plus importante. Or, comment atteindre cet objectif, sinon en provoquant une demande de ce que Marx appelle «la marchandise-travail» plus nombreuse comparativement à l'offre d'emploi. Avoir un maximum de population est donc un bon moyen d'avoir des ouvriers bon marché.

Enfin, la production n'est pas linéaire et il y a des périodes où la grande industrie a besoin de produire davantage, et donc d'augmenter son offre de travail. Cette augmentation pourrait nécessiter une révision à la hausse des salaires, afin d'attirer la demande. Ce qui aurait pour conséquence de réduire la plus-value. L'idéal pour le capitaliste est donc une situation de surpopulation qui permet l'existence d'une «armée de réserve d'ouvriers». Ainsi, dans la période où l'offre de travail augmentera, les salaires n'auront pas besoin d'être augmentés puisque la demande sera abondante.

Autant la critique de la pensée de Malthus par Marx est précise, autant la place de la population dans l'économie communiste n'est guère précisée par lui. Pour lui, avec la disparition de la propriété privée des biens de produc-

1. *Id.*, *Salaires*, 1847.

2. *Id.*, *Le Capital*, 1859, tome 8.

3. *Id.*, *Salaires*, 1847.

tion, la nature des questions de population sera complètement modifiée. Il est vrai que le communisme va apporter un bouleversement structurel considérable, car «la famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'épanouissement de son corrolaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.»¹

Ainsi les mécanismes susceptibles de créer la surpopulation disparaîtraient.

2. Des socialistes proches de Malthus

Si la quasi-totalité des socialistes dénoncent l'attitude de Malthus car elle consiste selon eux à déclarer les ouvriers coupables de la surpopulation² qui entraînerait la pauvreté, certains socialistes cherchent un équilibre démographique, tel Charles Fourier (1772-1837) qui pense que des mœurs rénovées provoqueraient même une trop grande discipline dans la fécondité car, en accord avec Malthus, il pense que «l'homme sensé veut n'avoir qu'un petit nombre d'enfants, afin de leur assurer la fortune sans laquelle il n'est point de bonheur. On n'aura donc à redouter que le déficit (de population) ; et on prendra des mesures pour exciter cette fécondité.»³

L'économiste allemand Adolphe Wagner (1835-1917), représentant d'un socialisme réformiste, adhère complètement au fondement de la doctrine malthusienne, mais aux solutions «individualistes» de Malthus, il oppose le droit d'intervention de l'État car, selon lui, un régime socialiste ne peut vivre sans limitation de la natalité.

Au XX^e siècle, c'est le développement de la modélisation qui va modifier les approches démo-économiques.

V. L'ANALYSE DÉMO-ÉCONOMIQUE AU XX^e SIÈCLE

Les économistes du XX^e siècle jettent sur la question démographique des regards différents dans la mesure où le développement de l'utilisation de modèles donne l'impression d'une plus grande recherche de rationalité.

1. K. Marx, F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, Éditions du Progrès, Moscou, 1978, p. 51.

2. Citons la fameuse phrase de Proudhon : «Il n'y a qu'un homme de trop sur la terre, c'est Malthus.»

3. *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, tome VI, 1829.

Pourtant, le clivage déjà séculaire entre les malthusiens et les anti-Malthus perdure dans une large mesure.

Vilfredo Pareto conserve une place particulière dans la mesure où il donne une grande importance à la variable population. Tandis qu'Esther Boserup ou Julian Simon développent une analyse anti-malthusienne, des modèles, comme ceux d'Ansley J. Coale et Edgar M. Hoover relèvent sans aucun doute de l'hypothèse malthusienne.

Mais de nouveaux modèles proposent d'autres interprétations des relations démo-économiques, dans un cadre national ou en prenant en compte l'internationalisation de l'économie.

Vilfredo Pareto

La spécificité de Pareto (1848-1923) est d'insister sur la mutuelle dépendance entre évolutions démographiques et économiques, démarche qui reste, en dépit des auteurs cités ci-dessous, assez limitée dans l'analyse économique.¹ Même si les relations entre économie et population sont complexes, elles sont peu niables.

«Des lois, extrêmement complètes et en partie inconnues, relient ensemble le taux des naissances, celui de la mortalité et les conditions économiques, sans qu'on puisse dire que l'un de ces phénomènes soit la cause des autres. Il faut nous représenter ces phénomènes comme ceux des mouvements des corps qui s'attirent réciproquement.»²

D'une étude détaillée sur l'approche de Pareto³ sur cette branche de la démographie qui ne s'intitulait pas encore démographie économique, il résulte trois enseignements majeurs : une analyse expliquant l'erreur de Malthus, les fondements de la théorie économique de la famille et l'importance donnée aux interactions démo-économiques.

La compréhension des mécanismes démo-économiques nécessite de prendre en compte la pluralité des causes. Or, Malthus a seulement considéré une condition – le risque qu'une augmentation trop rapide de la population freine les possibilités de prospérité – en négligeant l'importance d'autres facteurs dont l'influence sur la prospérité s'avère également très grande : ainsi, le mode d'organisation sociale, la façon dont s'exercent les droits de propriété, les méthodes utilisées pour optimiser l'utilisation des

1. Cf. A. Sauvy, G.-F. Dumont et B. Mérigot, *Démographie politique*, Économica, Paris, 1982, p. 32-36.

2. Dans les *Cours d'économie politique* (Lausanne 1896-1897), réédition Droz, Genève, 1964, § 225.

3. J. Véron, «Les interactions démo-économiques dans la théorie de Pareto». Colloque sur «La notion de révolution scientifique en économie», Montpellier, 27-28 septembre 1985, 16 p.

capitaux concourent à déterminer la richesse d'une société donnée et pas seulement le taux de croissance de la population.

Qu'est-ce qui explique la production d'enfants ? Même s'il y a pluralité de facteurs – satisfaction de l'instinct génésique, plaisir procuré par l'existence d'enfants,... – Pareto insiste tout particulièrement sur la nécessité de tenir compte de l'effet des forces économiques. Il ouvre ainsi la voie aux théories économiques de la famille. Mais son raisonnement démo-économique est en avance sur les premiers modèles de croissance de la fin des années 1950 (Harrod, Domar) qui considéreront la population de façon plus fruste que l'exige un demi-siècle auparavant Pareto. «L'influence des conditions économiques, écrit-il dans son *Cours* (§ 259), paraît prépondérante, soit sur les individus en particulier, soit pour former la coutume à laquelle la masse cède.»

Ce qui signifie que, même s'il existe d'autres fortes influences sur la population – les forces génésiques qui déterminent la puissance de peuplement, l'espace qui intervient à travers la densité de la population, les coutumes qui peuvent expliquer certains comportements démographiques – les variables démographiques dépendent largement de l'économique, soit en raison d'effets subjectifs – l'augmentation de la richesse limiterait la natalité «en habituant les hommes à une vie plus aisée» – soit par des effets objectifs – évolution du prix du blé et nuptialité, relations entre richesse et mortalité.

Par l'introduction de la notion de «mutuelle dépendance entre phénomènes économiques et démographiques», Vilfredo Pareto est un «révolutionnaire».¹

Après Pareto, à la question posée depuis 1798 : «Que faut-il penser de l'analyse de Malthus ?» le XX^e siècle va apporter des réponses très contradictoires.



Rejet de l'hypothèse malthusienne

Il y a d'un côté le regard sur les faits qui ne permet pas de valider l'hypothèse malthusienne. Simon Kuznets ne trouve aucun exemple de déclin durable du produit par tête sur un territoire où s'est opérée une croissance généralisée de la population.² Alfred Sauvy ne trouve pas de corrélation négative entre l'augmentation de la population et celle du niveau de vie.³

Un autre auteur va aller plus loin en renversant le sens de causalité affirmé par Malthus. Alors que les approches malthusiennes soutiennent que

1. J. Véron, *op. cit.*, p. 15.

2. *Croissance et structures économiques* (1965), traduction française, Calman-Lévy, Paris, 1972.

3. «Les charges économiques et les avantages de la croissance de la population», *Population*, 1972, n° 1, p. 9-26.

les ressources limitent la pression démographique possible, Esther Boserup¹ développe une analyse totalement opposée selon laquelle c'est la pression démographique qui accroît les ressources.

La faible densité de population s'accommode d'une utilisation extensive du sol. Et si cette faible intensité perdure, rien ne viendra justifier un usage plus efficient du sol. Seule la croissance démographique, en multipliant les besoins, peut créer les conditions rendant nécessaire une modification des méthodes culturales et mettant ainsi en route un processus de développement économique. La croissance démographique exercerait une pression créatrice, contraignant et permettant simultanément (par l'afflux d'une main d'œuvre nouvelle) les sociétés à modifier leur quantité de travail et plus encore leur productivité, c'est-à-dire leurs modes de production. Ainsi s'opposeraient par exemple des régions africaines à densité faible où le développement n'apparaîtrait pas contraignant et des régions asiatiques où le processus de développement est impératif pour que les effectifs de population soient «supportables».

Ce point de vue a été développé également par Julian L. Simon² qui, examinant différentes séries chiffrées, en conclut que la pression démographique crée les conditions permettant de déployer l'esprit d'invention et les facultés de progrès technologique. Il est à noter que cet auteur, comme plusieurs anti-malthusiens du XIX^e siècle (Wolowski, Leonce de Lavergne, Adolphe Guillard), est un ancien malthusien. Modifiant son point de vue à l'analyse des faits, il pense désormais que «les personnes supplémentaires produisent, en fait, plus qu'elles ne consomment». Sa théorie est que «la croissance démographique a des effets positifs sur une longue période, malgré les coûts occasionnés à court terme» et il l'illustre par cette phrase de Richard Franck (*Northern Memoirs*, 1694) : «La nécessité est la mère de l'invention.»

Alfred Sauvy (1898-1990) a souligné l'importance des relations entre le progrès technique et la population active occupée. Selon lui :³

«L'opinion a souvent une vue trop micro-économique et ne saisit pas l'effet positif du progrès technique sur l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Les arguments avancés aujourd'hui contre l'informatique qui supprime des emplois sont exactement les mêmes que ceux qui ont été utilisés il y a deux siècles contre les machines d'alors, le métier à tisser ou la broche à filer. On peut les transposer rigoureusement.»

1. Cf. notamment *Les Conditions de la croissance agricole* (1965), traduction française, Flammarion, Paris, 1970.

2. *L'Homme, notre dernière chance* (1980), traduction française, PUF, Paris, 1985.

3. In G.-F. Dumont, A. Sauvy et alii, *La Montée des déséquilibres démographiques*, Économica, Paris, 1984, p. 37. Une analyse exhaustive des interactions entre le progrès technique et l'emploi est conduite dans A. Sauvy, *La Machine et le chômage*, Dunod, Paris, 1980.

Dans un autre texte¹, il exprime que c'est la société «par sa maladresse, qui chasse les jeunes de la vie active et, une fois qu'elle les a chassés, expulsés, elle les accuse d'être de trop.»

La raison pour laquelle Alfred Sauvy ne se range pas parmi les anti-populationnistes tient au constat qu'il formule² : «jamais, en aucun temps, en aucun lieu, il n'y a eu une issue heureuse dans un pays à démographie faiblissante.»

Il s'appuie sur des exemples pris dans l'histoire économique. Ainsi durant le XIX^e siècle, des territoires à croissance démographique plus élevée (Flandre, Bretagne, Allemagne) ont connu des améliorations de la production et de la productivité beaucoup plus rapides que des pays dont la population n'augmentait guère (Wallonie, Gascogne, France).³

Des modèles réactualisant Malthus

Mais des modèles dont l'essor va se faire dans la seconde moitié du XX^e siècle donnent une nouvelle actualité à Malthus⁴. En 1958, c'est Ansley J. Coale et Edgar M. Hoover qui arrivent à la conclusion que la croissance démographique freine les possibilités d'augmentation du revenu par habitant.⁵ Ils prennent comme hypothèse de travail que le taux d'épargne est inversement proportionnel au taux de croissance de la population. Ce dernier orienterait donc des potentialités d'investissement vers la satisfaction de la consommation des personnes supplémentaires. De plus, le modèle Coale-Hoover repose sur un autre postulat selon lequel l'investissement relatif dans les secteurs productifs (agriculture, industrie,...) serait également inverse de l'importance de la fécondité, celle-ci engendrant des investissements dans des secteurs considérés comme non productifs (écoles, hôpitaux). Les résultats invitent donc à suggérer une réduction de la fécondité pour accroître le revenu *per capita*.

Mais ce résultat reste bien entendu dépendant des postulats de départ qui peuvent être mis en doute. Par exemple, est-il sûr que l'épargne des ménages augmente quand leur fécondité baisse ? Le développement a-t-il pour composante essentielle l'épargne des ménages ou les changements dans les pratiques et les méthodes de travail ?

Ainsi, un thème largement étudié en démographie économique est celui des relations entre population et développement. L'importance qui lui est

1. In : *La France ridée*, Hachette, collection Pluriel, Paris, 1986, p. 71-91

2. In : *La Montée des déséquilibres démographiques*, op. cit.

3. In : *La France ridée*, op. cit.

4. Cf. J.-D. Lecaillon, *L'Économie de la sous-population*, PUF, Paris, 1977.

5. *Population growth and economic development in low income countries*, Princeton University Press, Princeton, 1958.

accordée souligne combien les interactions entre évolution démographique et croissance économique sont largement reconnues comme des réalités de société. Même si les interprétations varient. Un exemple particulièrement éclairant du néo-malthusianisme résulte des travaux de S. Enke. Son modèle repose sur le calcul économique de la production et de la consommation d'un individu supplémentaire. Avec deux solutions théoriques possibles : comme S. Enke raisonne en utilité marginale, si l'individu supplémentaire consomme plus qu'il ne produit, la croissance démographique n'est pas économiquement souhaitable. Si au contraire cet individu produit plus qu'il ne consomme, la conclusion est opposée. Appliquant ce raisonnement au cas de l'Inde, S. Enke affirme que son calcul montre que tout individu supplémentaire représente une charge nette pour la société. Or l'argent qui serait dépensé pour empêcher cette naissance (par des programmes de planning familial) représenterait des sommes moindres que la charge nette due à la «naissance marginale».

Le raisonnement de S. Enke est purement quantitatif et se fonde sur une hypothèse de fixité de la productivité, quel que soit l'effectif de la population. Ce type de modèle qui exclut le raisonnement démographique – tels les effets de la structure par âge ou l'importance de la logique de longue durée – s'est trouvé au centre de l'argumentation justifiant des politiques malthusiennes dans les pays du tiers-monde.



L'analyse économique de la fécondité

Raisonnant en termes de coût et d'utilité marginale, Harvey Leibenstein¹ s'intéresse au calcul économique individuel qui aurait des effets sur les comportements de fécondité. Deux cas seraient à considérer selon le niveau de vie de la famille. Si celui-ci est élevé, l'enfant supplémentaire représente une charge économique importante ; il génère des dépenses directes (alimentation, habillement, logement, éducation) mais aussi des coûts d'opportunité (renonciation à un revenu total ou partiel si l'un des parents suspend la totalité ou une partie de son activité professionnelle). Le raisonnement économique conduirait à refuser ces coûts et dépenses. Mais l'apport de l'enfant pour la famille ne correspond pas seulement à des éléments économiquement mesurables. Il convient également de tenir compte de l'intensité du désir ou de l'affectivité.

Dans une population à faible niveau de vie, le calcul économique individuel conduit à des résultats pratiquement opposés.

1. *A theory of economic development*, Princeton University Press, Princeton, 1954, *Economic backwardness*, 1957 et *economic growth studies in the theory of economic development*, John Wiley and Sons, New York, 1957.

L'enfant peut être une opportunité car il devient rapidement une force de travail et donc une source de revenus. De plus, les enfants équivalent à une sécurité sociale pour le temps où les adultes, vieillissant, seront sans ressources. Ce qui justifierait des comportements de fécondité plus élevés. Autrement dit, c'est parce qu'ils sont pauvres que les pauvres auraient des enfants.

En conclusion, ce serait à partir d'un certain niveau de vie que la fécondité développerait une relation inverse avec le revenu. Sous un certain seuil, l'utilité d'un enfant supplémentaire est supérieure à sa désutilité. Au dessus de ce seuil, le calcul économique rationnel inciterait à la constitution de familles peu nombreuses. L'utilité totale d'un enfant serait donc une fonction décroissante du revenu.

La démarche de Gary S. Becker, dans la mesure où elle affirme le caractère général de la théorie économique, systématise l'approche économique des comportements démographiques. Le comportement reproductif reposerait sur une rationalité économique. Ces travaux conduisent à une approche économique de la famille (*economic approach of the family*)¹, qui fonde sur le raisonnement économique l'ensemble des comportements familiaux, dont la demande d'enfants. Le parent n'est jamais qu'un consommateur qui se présente sur un marché sur lequel il est confronté au choix du nombre d'enfants qu'il trouve utile d'avoir (ce nombre pouvant être nul). La théorie de Becker concerne essentiellement les pays développés puisque d'une part les couples sont supposés avoir une parfaite maîtrise de leur fécondité, et d'autre part l'enfant est certes un bien de consommation, mais un bien de luxe.

D'autres travaux de démographie économique portant essentiellement sur les pays développés sont ceux de Richard Easterlin². Leur intérêt est d'introduire la notion de génération pour tenter d'expliquer les comportements démographiques. Ce ne seraient pas en effet les conditions économiques du moment qui expliqueraient le niveau de fécondité, mais la comparaison qu'effectue la génération féconde avec la situation de ses parents au même âge. Si les jeunes couples considèrent leur situation meilleure que celle de leurs parents, ils ont davantage d'enfants. S'ils la considèrent pire, ils en ont peu. Cette attitude serait dépendante de la situation dans laquelle ces générations se seraient trouvées sur le marché du travail. Une génération peu nombreuse accéderait facilement au marché du travail et bénéficierait rapidement de promotions. Cela la mettrait dans des dispositions conduisant à une haute fécondité. Au contraire, une génération nombreuse aurait des difficultés à s'insérer sur le marché du travail et subirait une certaine lenteur dans ses promotions. Il en résulterait des comportements de faible fécondité.

1. *A treatise on the family*, Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts) et Londres, 1981. Cette démarche est développée en France par B. Lemennicier, *Le Marché du mariage et de la famille*, PUF, Paris, 1988.

2. «Effects of population growth on the economic development of developing countries», *Annals American association of political and social sciences*, vol. 369, Janvier 1967, p. 98-108 et *Population and economic changes in developing countries*, University of Chicago Press, Chicago-Londres, 1980.

La fécondité serait donc inversement proportionnelle au rapport entre l'effectif des jeunes couples et celui de leurs parents : faible quand le rapport est élevé, et élevé quand le rapport est faible.

Cette théorie d'alternance des générations a un inconvénient. Même si Easterlin a trouvé des exemples partiels d'application, elle ne semble pas vérifiée dans beaucoup de cas, ne serait-ce que dans celui de la population noire des États-Unis.

Les déterminants de la fécondité font ainsi partie de nombreuses recherches économiques¹.



Autres approches et conclusion

L'analyse démo-économique ne se contente pas d'examiner les relations population-développement ou les conséquences économiques des évolutions démographiques dans les pays développés. Elle se porte également sur les migrations internationales² ou sur les relations entre la population d'un territoire et ses échanges extérieurs³. Parmi les apports de la recherche, il faut souligner l'importance de ceux qui semblent montrer que «les implications économiques résultent davantage de la fluctuation démographique que de la tendance⁴.» En définitive, et après les approches traditionnelles qui essayaient de tirer les conséquences économiques des évolutions démographiques (type Malthus) et les modèles qui prenaient la population comme une variable exogène en ignorant les déterminants économiques, toute la difficulté est d'analyser comment se nouent les interventions, «par l'endogénéisation des variables démographiques⁵» dans les modèles, et de construire un «système démo-économique⁶.» Ce qui se révèle cependant très complexe. C'est ainsi qu'analysant la population dans les modèles socio-économiques de la planification française, Philippe Bourcier de Carbon⁷ conclut :

«Les relations économétriques dont les élasticités ont été testées sur des *variations données* des variables ne sont pas validées pour des variations opposées des mêmes variables... C'est là sans doute une des raisons majeures pour lesquelles des modèles économétriques

1. J.-D. Lecaillon, «Les déterminants de la fécondité post-transitionnelle : enseignement de la théorie économique», *Revue française d'économie*, V, n° 3, été 1990, p. 73-105.

2. G. Tapinos, *L'Économie des migrations internationales*, Armand Colin, Paris, 1973.

3. *Id.*, «Population et division internationale du travail», *Congrès international de la population, Manille 1981*, UIESP, Liège, vol. 3, p. 165-183.

4. *Id.*, «Les implications économiques des changements démographiques et en particulier du vieillissement», *Colloque franco-hellénique de démographie*, Institut national d'études démographiques et Association hellénique d'études démographiques, Athènes, 1990, p. 105.

5. *Revue économique*, vol. 31, n° 6, novembre 1980, p. 1045.

6. J. Veron, «Éléments du débat Population-Développement», *Dossiers du Ceped*, n° 9, novembre 1989.

7. *Revue française des affaires sociales*, numéro supplémentaire, juin 1984, p. 27.

parfaitement stabilisés et testés sur des phases de croissance économique deviennent parfaitement obsolètes en cas de récession.»

Quant à Jean-Didier Lecaillon, il souligne les limites de la modélisation dans la mesure où «l'analyse ne doit pas être mécanique parce que la nature humaine ne l'est pas.»¹

In fine, le prix Nobel d'économie 1974, Friedrich von Hayek (1899-1992), adversaire numéro un de la pensée de Keynes, est toujours resté très réservé sur les méthodes de l'analyse économique moderne, considérant que «les agrégats sur lesquels raisonnent certains économistes sont des constructions artificielles des statisticiens»²

En dépit de ce jugement de valeur, on ne peut nier l'intérêt de ces apports pour la réflexion démo-économique. Mais il ne faut pas omettre d'examiner comment les phénomènes démographiques s'expriment en économie appliquée.

Pour citer cette publication : *To cite this version :*

Dumont, Gérard-François,
« Démographie et théories économiques »,
dans : Dumont, Gérard-François,
Démographie. Analyse des populations et démographie économique,
Paris, Dunod, 1992, p. 163-205.

1. J.-D. Lecaillon, *Démographie économique*, Litec, Paris, 1992, p. 272.
2. P. Fabra, *Le Monde*, 25 mars 1992.

GÉRARD-FRANÇOIS DUMONT

Docteur d'État ès-sciences économiques
Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne

Démographie

**Analyse
des populations
et démographie
économique**

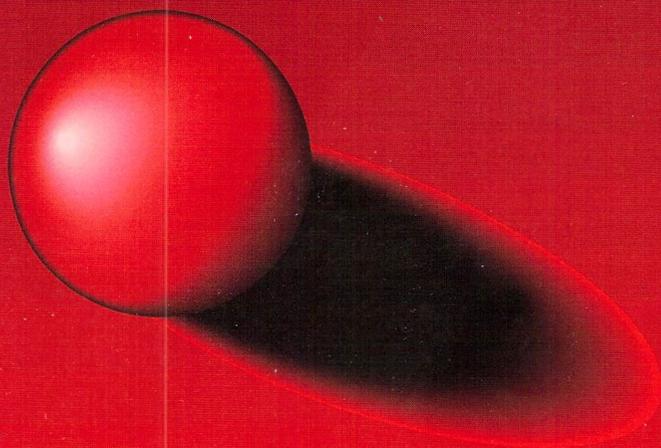
DUNOD

ISBN 2 10 001563 X

GÉRARD-FRANÇOIS DUMONT

Démographie

Analyse
des populations
et démographie
économique



ECONOMIE
MODULE
DUNOD